Vol. 8 • No. 23 • du 17 au 23 décembre 2014

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

# PARTIRA OU PARTIRA PAS: MARTELLY, ACCULÉ À LA SORTIE !



Voir page 4

Les manifestations enclenchées par l'opposition démocratique pour exiger le départ de Michel Martelly continuent de faire recette. Le regime est menacé en dépit des concessions que celui-ci a décidées de faire pour tenter de rester au pouvoir

# WIKILEAKS RÉVÈLE: HÉRIVEAUX EN «CONTACT ÉTROIT» AVEC L'AMBASSADE AMÉRICAINE !



Voir page 4

Pendant presqu'une décennie, l'ex-sénateur Rudy Hériveaux a été une source régulière et fiable pour l'ambassade américaine en Haïti, selon les câbles diplomatiques secrets de plusieurs ambassadeurs et chargés d'affaires américains

## Seremoni ofisyèl enstalasyon Konsèy Akademisyen Lang Kreyòl

Page 6

## English Page 9



## La Minustah ouvre le feu, Jean Mario est mort !

Page 7



## Interview : Le président syrien Bachar El-Assad reçoit Paris Match

Page 10



## Le Conseil mondial pour la paix condamne l'assassinat par Israël du Ministre palestinien Ziad Abou Ein

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
*Yves Pierre-Louis*

Email :
*editor@haitiliberte.com*

Website :
*www.haitiliberte.com*



# Non à Martelly, il est un mort en sursis !

Par Berthony Dupont

C'est fait ou presque. Le régime de Martelly-Lamothe a le dos au mur puisqu'il est en train de pourrir sur pied. En réalité, le compte à rebours annonçant la fin de ce régime vit ses derniers moments. A la lumière des évènements actuels, il est urgent que les masses populaires trouvent encore de nouvelles forces de mobilisations pour continuer ce combat devenu une question de vie ou de mort !

La destitution du Premier ministre Laurent Salvador Lamothe sous pression populaire qu'il a voulu lui-même faire passer comme une démission spontanée a fait couler beaucoup d'encre et de salive. Qu'importe, c'est un pas important qui a été franchi dans la lutte pour le déracinement de ce régime de trafiquants et de bandits. Lamothe était effectivement, l'un des maillons de la chaine de catastrophes qui se sont abattues sur le pays depuis le 14 mai 2011 ; mais rien de définitif n'a encore été fait, tant que Martelly reste encore au pouvoir.

Sachons que nous n'avons encore rien fait et nous ne devons jamais oublier que tant que les forces occupantes de la Minustah sont toujours présentes, notre souveraineté est à récupérer. Le malaise social général qui a explosé aujourd'hui est le fruit de 10 ans de règne d'une occupation tissée de terreur et de sévices qui ont engendré, misère, pauvreté, corruption, chômage, rancœur et haine. Que l'année 2014 qui s'achève, puisse bien être la dernière de cette dictature commanditée par les puissances impérialistes depuis le coup d'Etat contre les masses populaires en février 2004 qui avait catapulté Boniface et Latortue ; coup suivi de la présidence de Préval et de sa cohorte de Premiers ministres Jacques E. Alexis, Michèle Pierre-Louis et Jean-Max Bellerive.

Signalons que, sous le règne de Martelly la gabegie, le népotisme et la violation des libertés élémentaires ont atteint un niveau qui dépasse tout entendement. Puisque Latortue, Préval et Martelly ne sont que les produits du colonialisme international, il nous faut coûte que coûte aujourd'hui balayer ces résidus qui parsèment encore le pavé politique du pays pour jeter de véritables bases de liberté et de justice. En ce sens, le départ de Martelly sera un acte historique d'une portée considérable. L'histoire va s'en souvenir, et en parlera ; vu qu'il symbolisera l'échec total de la France, du Canada et des Etats-Unis en Haiti.

La période actuelle qui voit se multiplier les initiatives populaires est décisive et l'ampleur de la crise est telle qu'il n'y a pas d'issue autre pour Martelly que de démissionner, si nous nous attachons réellement au combat en refusant catégoriquement de plier l'échine. Notre seule stratégie est l'unité des forces démocratiques agissant comme un seul homme pour aboutir au déracinement du pillage systématique et de la braderie éhontée de nos richesses par un système capitaliste qui ne cesse encore son cours, sous l'égide d'une répression multinationale barbare et multiforme. Nous faisons face à une crise qui ne peut être résolue que dans la solidarité agissante et concrète des forces démocratiques unies contre Martelly et la participation active, courageuse et implacable de tout le peuple.

Les déclarations honteuses et contradictoires de Pamela White et de Bill Clinton à l'égard de Lamothe sont significatives puisqu'elles expriment la cécité politique dont a toujours fait preuve l'impérialisme américain dans la défense de ses intérêts et de ses suppôts. Il s'emploie à cacher la nature profondément impopulaire de ce régime totalement discrédité et honni ; mais aucune trace d'orientation nationaliste ne peut se retrouver dans la politique maffieuse de ces sinistres valets. Martelly et Lamothe doivent prochainement passer devant les tribunaux pour trahison à la Nation, abus de pouvoir, détournement de fonds publics et recours à la terreur politique.

L'heure n'est plus à la négociation. Aucun dialogue n'est possible. Aucune solution n'est viable avec Martelly ! Une grève générale dans les jours à venir sera tout à fait bienvenue. Tout doit être bloqué avant les fêtes de fin d'année ! Il est temps de balayer toute confusion et de réaffirmer avec vigueur que Martelly doit partir !

Son départ n'est plus une question d'analyse ni d'hypothèse ; sans nul doute, les forces occupantes ne manqueront pas de manœuvriers pour faire retarder l'échéance ; mais celle-ci reste inéluctable. Il s'agit uniquement de ne pas lâcher les mobilisations populaires. Les hommes et femmes du pouvoir sont sur la défensive. Il nous faut continuer à les attaquer, les acculer dans leur impasse. L'offensive politique passe par une opposition cohérente, à même d'être une vraie force alternative au régime pour empêcher que ne soit mis sur pied aucun gouvernement pro-Martelly de substitution susceptible de le remplacer. Il nous faut également ne pas oublier que l'empire a d'autres Martelly et d'autres Lamothe dans son arsenal de corruption humain prêts à intervenir!

A ce stade, combien de temps Michel Martelly restera t-il ? A l'heure qu'il est, il avance lentement, mais irréversiblement vers sa fin ; ses alliés ont déjà fait une croix sur lui ; vu qu'il est bel et bien un mort en sursis ! Reste au peuple haïtien le soin de le forcer à signer l'acte de sa démission.

# Haïti chronique d'une crise électorale (31)

## *Acte 2 : deuxième synthèse, le Rapport de la discorde !*

Par Catherine Charlemagne

Il fallait s'y attendre! Le Rapport remis au Président Michel Martelly le mercredi 10 décembre 2014 par la Commission consultative a mis tous les acteurs en émoi. Et pour cause. Son contenu est plus qu'une simple synthèse. Il s'agit d'un véritable programme politique dont l'application, si elle devient effective, laisserait beaucoup de monde sur le carreau. Mais comme pour toute commission gouvernementale ou législative, l'application entière ou en partie d'un rapport dépend du bon vouloir de celui ou celle qui l'a sollicité. Dans le cas de cette Commission consultative, nous revenons encore et toujours aux fondamentaux de la crise préélectorale : le non respect des institutions, de la Constitution et le premier responsable, le chef de l'Etat, en l'occurrence Michel Joseph Martelly. D'où cet Acte 2, deuxième synthèse faisant suite à des mois de consultation et de tournoiement sans qu'aucune sortie de crise n'ait pu être trouvée entre l'opposition et le pouvoir.

La remise de ce Rapport qui, cela dit, n'a apporté aucune nouveauté par rapport aux revendications de l'opposition, vient de confirmer ce que tout le monde attendait ou savait, vu qu'à Port-au-Prince, les rumeurs politiques ne sont en général que des fuites distillées à dessein. Le seul problème est que certains des acteurs ou leurs partisans encaissent mal le fait qu'ils soient mis à la porte ou hors jeu par des gens, selon eux, n'ayant aucune autorité ni pouvoir ni légitimité pour le faire, alors que le Président de la République aurait bien pu décider seul cette synthèse sans avoir recours à des tierces personnes dont certaines sont motivées politiquement ou par d'autres intérêts. Les recommandations dont fait l'objet le Rapport ne satisfont personne et elles ne pouvaient en être autrement dans la mesure où pour certains, les Commissaires n'ont pas été trop loin et pour d'autres ils débordent du cadre de leur mission. Bref, c'est un Rapport qui engendre davantage de conflits qu'il n'en résout. En résumé, c'est le Rapport de la discorde.



**Le mercredi 10 décembre 2014 au Palais national, cérémonie de la remise du Rapport de la Commission consultative au Président Michel Martelly**

Les preuves de cette discorde ne manquent pas. Commençons par les premiers concernés : l'opposition. D'entrée de jeu, une grande partie d'entre elle rejette purement le Rapport et ses recommandations. Ceci pour rester dans la cohérence de leur positionnement politique au Président Martelly dont elle réclame la démission depuis trois ans. Mais ignorer le Rapport, voire les recommandations pourtant identiques à leurs revendications, c'est une façon de confirmer la non reconnaissance de la Commission consultative qu'elle estime être non représentative et trop proche de la présidence. L'opposition a aussi d'autres motifs pour contester le Rapport et la Commission, puisque, en reprenant l'essentiel de ce qu'elle reproche au pouvoir, c'est-à-dire la quasi totalité des recommandations, elle risque de perdre les arguments qui lui permettent de mobiliser la population jusqu'à la chute éventuelle du Président. Mais il n'y a pas que l'opposition que le Rapport dérange.

Et le Parlement, qu'en fait-on le lendemain du 12 janvier 2015 ? A cette question, aucune réponse n'a été portée par les Commissaires qui ont préféré se concentrer sur les autres institutions plus directement liées au pouvoir exécutif. Or, dans cette affaire se joue aussi l'avenir ou tout au moins les jours du Parlement dont la date fatidique du 12 janvier 2015 reste problématique. S'il n'y a aucune recommandation pour une éventuelle gestion du pays par décret, certains parlementaires voient dans cet oubli une fenêtre ouverte au Président Martelly qui déciderait comme il l'entend le moment venu même s'il est sensé être limité aux décrets-lois liés uniquement aux élections. Certains parlent même de la mise en place de la très redoutée Assemblée Constituante. Alors que d'autres voient dans cet oubli volontaire une reconduction tacite du mandat des députés et sénateurs jusqu'en avril prochain, voire aux prochains scrutins à la fin de l'année 2015. En tout cas, pour le Président du Sénat, le destin des sénateurs n'est pas lié au Rapport de la Commission consultative que ses confrères et lui ne reconnaissent pas d'ailleurs.

Sur ce point, le suspense reste de mise. Et le discours du Président Martelly vendredi soir n'a pas vraiment élucidé la question. Sauf qu'en déclarant qu'il était d'accord avec tout ce qui est dit dans le désormais célèbre Rapport, les partisans de plusieurs camps proches du pouvoir se sentent eux menacés et voient du coup leur rêve s'écrouler sous leurs yeux. Les principaux sont forcément les proches d'un des piliers du régime Tèt Kale, Laurent Lamothe, le Premier ministre qui semble cumuler tous les rancoeurs du moment ou du moins servant

*Suite à la page (15)*



# Gonaïves : des proches du pouvoir TètKale attaquent la manifestation de l'opposition



**Gonaïves : Manifestation anti gouvernementale, le Samedi 13 Décembre 2014, à l'appel du Mouvement de l'Opposition Politique des Gonaïves (MOPA)**



**Les avocats Saint Juste et Michel attaqués au studio de la Radio Vision 2000, réseau de l'Artibonite, au moment où ils participaient à une émission animée par le journaliste Pascal Alfred. Signalons que l'opérateur de la radio, Jean Baptiste Wisler a été également agressé**

Par Dieulivens Jules

Sur la Place Bouteille des Gonaïves a démarré la manifestation anti gouvernementale, le Samedi 13 Décembre 2014. Plusieurs centaines de personnes ont répondu à l'appel du Mouvement de l'Opposition Politique des Gonaïves (MOPA) qui regroupe plusieurs partis politiques et organisations de

*Suite à la page (16)*

# Manifestation des ouvriers de la Mairie de P-au-P et des employés du MI

Par Jackson Rateau

Le matin du jeudi 11 Décembre dernier, juste en face du portail de l'Hôtel de ville de Port-au-Prince au Bicentenaire, un grand mouvement de protestation a été organisé par les ouvriers contractuels travaillant dans l'unité de la voirie de la Mairie de Port-au-Prince. Les manifestants qui n'ont pas reçu de paiement depuis 10 mois, ont fustigé l'agent exécutif intérimaire Tèt Kale de Martelly, Joseph Pierre Richard Duplan. Selon les ouvriers protestataires, le président d'Haïti Sweet Micky, grand consommateur de stupéfiant, a confié la gestion municipale de la Mairie de Port-au-Prince à des galopins, des toxicomanes comme lui, issus de la Place Carl Brouard.

« Des toxicomanes au timon des affaires de la Mairie de Port-au-Prince, nous sommes tombés des nues ! C'est un grand paradoxe », se sont-ils exclamés ahuris. A voir la physionomie de ces pauvres travailleurs, réclamant leurs salaires de 10 mois, c'est à faire pleurer, franchement. L'image des concitoyens haïtiens qui manifestaient devant la Mairie de Port-au-Prince le 11 Décembre dernier est similaire à une bande d'esclaves ou de squelettes humains, en guenilles, visages émaciés, travaillant pour le profit des grands maitres colons.

Ces malheureux pères et mères de famille qui réclament de la Marie de Port-au-Prince 'Tèt Kale' leurs 10 mois de salaire, ne peuvent même pas se tenir debout ; alors que, dans une large mesure, le pouvoir d'Haïti, pris en otage par un clan de bandits, dépense le trésor de la République à tout vent, pendant que les ouvriers haïtiens à travers le pays sont traités idem que ceux de la Mairie de Port-au-Prince.

Au moment même du déroulement de la manifestation, des enseignants travaillant dans les écoles communales étaient réunis en sit-in devant la porte d'entrée de l'Hôtel de Ville de Port-au-Prince pour exiger les paiements de 12 mois de salaires non payés. D'autre part, dans la même dynamique de la lutte des ouvriers de l'Etat haïtien pour obtenir leurs arriérés de salaires, le matin du lundi 15 Décembre dernier, les employés du Ministère de l'Information (MI) ont manifesté contre le ministre de cette boite, Rudy Hériveaux de qui ils n'ont jamais reçu leurs salaires, ceci depuis 8 mois.

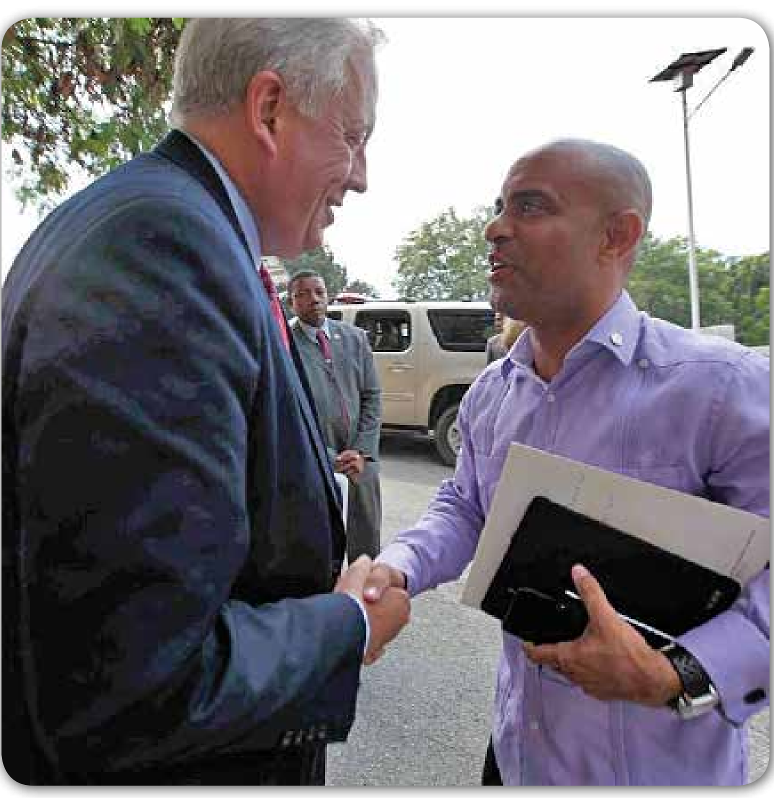
# Partira ou partira pas: Martelly, acculé à la sortie !

Par Jacques Kolo Pierre


De gauche à droite, un inconnu, l'ambassadrice Pamela White, Thomas Shannon et Michel Martelly

Les chances pour une solution négociée à la crise haïtienne résultant du refus du pouvoir en place d'organiser des élections séquentielles pour le renouvellement du personnel politique du pays s'amenuisent d'heure en heure en raison du raidissement des positions des parties en présence. Depuis son accession à la Magistrature suprême de l'Etat, Michel Martelly a toujours pratiqué une politique absurde et arrogante qui ne tient compte que des intérêts de la Communauté internationale et de son clan composé de « bandits légaux » comme ils s'appellent eux-mêmes.

Les derniers évènements survenus le samedi 13 décembre 2014 au cours desquels une personne a été tuée et au moins deux autres blessées par des policiers lors d'une manifestation pour réclamer le départ du régime en place, viennent jeter de l'huile sur le feu et attisent davantage le conflit qui assombri le ciel politique haïtien. Les nerfs sont à fleur de peau au sein de la population, suite aux comportements démesurés et indécents des militaires et policiers de la MINUSTHA qui ont réagi avec brutalité et sans commune mesure pour réprimer un groupe de jeunes manifestants qui voulaient franchir une barricade. Des images postées en fin d'après-midi après la manifestation par le quotidien haïtien Le Nouvelliste donnent une idée de la réaction des soldats de la MINUSTHA qui ont fait usage non seulement de gaz lacrymogènes, mais aussi de leurs armes à feu pour tirer en direction de jeunes manifestants qui ripostaient à l'aide de jets de pierre. Au moins deux policiers-soldats de la force Onusienne ont utilisé leur Colt 45 contre des manifestants qui tentaient de s'abriter. Un autre soldat de la MINUTHA a pris position derrière son arme de guerre comme si la zone du Champs de Mars était transformée soudainement en un champ de bataille. L'un des policiers-soldats a même agressé physiquement un journaliste-cameraman qui filmait la scène en pointant son doigt au visage du journaliste en question. Ces images ont été également postées sur les réseaux sociaux. Les hommes de la MINUSTHA se sont comportés comme des bourreaux en territoire conquis, en dépit des torts déjà causés à la Nation haïtienne. Le choléra qui a déjà touché plus de huit (8.000) mille citoyens haïtiens est l'œuvre des agents de la MINUSTHA qui ont introduit cette maladie dans le pays. Rein jusqu'ici n'a été fait par l'ONU pour dédommager les parents des victimes, encore moins aussi pour présenter des excuses à toute la population pour les préjudices moraux qui lui ont été causés.


Thomas Shannon rencontre Laurent Lamothe

L'attitude des soldats de la MINUSTHA démontre à quel point cette force présente sur le terrain depuis plus d'une dizaine d'années, sans pour autant parvenir à pacifier le pays, travaille d'arrache-pied pour garantir les intérêts immédiats des pays du CORE Group (France, Etats-Unis, Canada....) et de l'oligarchie haïtienne dont Michel Martelly sert les intérêts économiques. Le comportement de ces soldats de la force d'occupation est plus que révoltant. Il mérite d'être puni sévèrement. Malheureusement, malgré les forfaits qu'ils ont commis en Haïti, ils ont toujours joui de l'impunité la plus totale. Quelques rares parodies de procès auraient eu lieu dans leur pays d'origine ; mais aucune instance indépendante n'a pu vérifier la tenue desdits procès.

Au-delà d'une lutte politique menée par une opposition morale pour éviter au pays de sombrer dans l'incertitude la plus totale, face à un pouvoir corrompu et totalement désavoué par la population, il s'agit d'un combat de longue haleine et de grande envergure face à des flibustiers nationaux et étrangers qui veulent faire main basse sur de maigres ressources naturelles et minières dont dispose encore le pays. En tête de liste figure l'ex-président américain qui défendait corps et âme son poulain Laurent Lamothe en déclarant que la démission du Premier Ministre haïtien serait une erreur grossière. «C'est le gouvernement le plus consistant et décisif avec qui j'ai jamais travaillé sur un large éventail de dossiers », a martelé l'ex-président américain qui auparavant s'était confessé devant une Commission du Sénat américain sur les torts irréparables qu'il a causés à Haiti dans le domaine de la production rizicole. C'est ce même président américain qui, parlant au journal Miami Herald en marge d'un sommet sur le futur des Amériques la

*Suite à la page (14)*

# Les Câbles diplomatiques de WikiLeak révèlent: Rudy Hériveaux est en «contact étroit» avec l'ambassade américaine en Haïti

*(1ère partie)*



L'ancien sénateur Lavalas Louis Gérald Gilles

L'ancien député Lavalas Jonas Coffy


L'ancien ambassadeur américain James Foley passant les ordres à Boniface Alexandre

Par Kim Ives

Couramment Ministre de la Communication d'Haïti, Rudy Hériveaux a suscité une rage populaire en Novembre dernier quand, dans un éditorial, il a qualifié de «cafards» les milliers de manifestants défilant désormais presque tous les jours pour réclamer la démission du président Michel Martelly.

Mais pendant presqu'une décennie, Hériveaux a été une source régulière et fiable pour l'ambassade américaine en Haïti, selon les câbles diplomatiques secrets de plusieurs ambassadeurs américains et chargés d'affaires qu'a obtenus l'organisation de presse Wikileaks et qui ont été fournis à Haïti Liberté.

Les câbles brossent le tableau d'un individu sans scrupule qui fait pleinement promotion de sa personne – un «opportuniste», selon un câble – qui a tenté de détourner la direction du parti Fanmi Lavalas de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, tandis que celui-ci était en exil en Afrique du Sud de 2004 à 2011. Bien que Hériveaux fût « en étroit contact avec l'ambassade», selon les termes-mêmes d'un câble, les responsables américains ont ajouté foi à l›évaluation du sénateur Simon Dieuseul Desras à savoir que «*le parcours du sénateur Hériveaux montre qu'il n'est pas un véritable Lavalasien et n'a jamais été reconnu comme tel* ».

Même quand Hériveaux pourrait être bientôt sans emploi, suite à la démission le 13 décembre du Premier ministre Laurent Lamothe, il promet néanmoins continuer à être un acteur sur la scène politique en Haïti puisque, comme le montrent les câbles, son modus operandi semble être de s'accrocher à n'importe quel politicien perçu par lui comme une figure ayant le vent en poupe.

**L'ascension de Rudy Hériveaux**

Il a été élu une première fois en 2000 à titre de député de Trou du Nord à la 47ème législature d'Haïti sous la bannière de Fanmi Lavalas (FL). Par la suite, il a été élu sénateur Lavalas pour le département de l›Ouest en 2006, bien que la faction du parti Fanmi Lavalas qu'il représentait – et quiavait éclaté à ce moment – était en profond conflit avec les courants les plus militants, en particulier ceux dirigés par le regretté Père Gérard Jean-Juste et le leader de l'organisation populaire René Civil.

Durant le coup d'Etat de 2004-2006, Hériveaux était aussi techniquement un membre de la «Commission de communications» de FL,» une sorte de direction qui comprenait l'ancien président par intérim de FL, Jonas Petit, l'ancien ministre de l'Intérieur Bell Angelot, l'ancien porte-parole du gouvernement Aristide, Mario Dupuy, l'ancienne conseillère d'Aristide Dr Maryse Narcisse, et l'ancien député Gilvert Angervil ; bien que, selon une note de l'ambassadeur américain James Foley paru dans un câble datant du 22 mars 2005, Hériveaux et l'ancien sénateur Yvon Feuillé «ont effectivement été mis à l›écart par les autres.»

La raison de cet ostracisme tient du fait que Feuillé et Hériveaux faisaient partie d'une «faction modérée» qui s'était détachée de Lavalas, selon ce qu'a expliqué Foley.

«Ceux de la faction modérée, plus divers et moins enclins à se faire entendre, insistent qu'ils veulent participer aux élections, qu'ils représentent l'esprit originel du mouvement Lavalas, et que FL s'est trouvée discréditée par Aristide et sa mauvaise gouvernance» ; c'est ce que Foley a écrit après les avoir rencontrés..Sept mois plus tard, le 13 octobre 2005, le conseiller politique de l'ambassade américaine (Polcouns) a tenu une réunion avec les «modérés» Hériveaux, Feuillé, l'ancien sénateur Lavalas Louis Gérald Gilles, l'ancien député Lavalas Sorel François, et l'ancien député Lavalas Jonas Coffy , selon un câble du 21 octobre 2005 par l'ambassadeur américain, Timothy Carney.

Le groupe a déclaré «qu'ils sont convaincus d'une victoire de Marc Bazin aux prochaines élections [présidentielles]», a écrit l›ambassadeur américain Timothy Carney. Marc Bazin était un ancien fonctionnaire de la Banque mondiale qui a été brièvement le ministre des Finances du dictateur Jean-Claude de Duvalier, alors candidat néolibéral de Washington et principal challenger d'Aristide aux élections du 16 décembre 1990, ensuite brièvement Premier ministre du gouvernement du coup d'Etat qui a envoyé le

*Suite à la page (14)*

# Le moulin à scandales de Michel Martelly: Des dessous-de-table de Micky aux frasques du Dr Harrison Ernest

Par Fanfan la Tulipe

On sait qu'un moulin est une machine à broyer, pulvériser diverses substances pour en extraire des produits alimentaires ou non alimentaires. La notion de moulin est traditionnellement associée à l'idée d'une meule à moudre les grains de céréales afin de les transformer en farine. Les moulins sont actionnés par la force du vent ou de l'eau, on parle de moulins à vent ou de moulin à eau.

Par analogie et par extension, on peut considérer le pouvoir en Haïti, celui de Martelly bien sûr, son fonctionnement, comme un moulin actionné non pas par des méthodes rigoureuses et rationnelles de bonne gouvernance mais par une cascade de scandales ponctuels pour satisfaire les pulsions morbides du chef, par une suite de *lôbèy* au goût du président, de *deblozay* conformes à la nature brouillonne, désordonnée, décousue, vulgaire du chef de l'État.

Assurément, ces scandales naissent de l'action directe ou indirecte d'individus logés à la même enseigne morale que le président lui-même. Ce sont soit des éléments étrangers soucieux de leurs intérêts mesquins et égoïstes, soit des nationaux manipulés par le chef dont ils veulent mériter les faveurs matérielles, l'estime et la confiance. Le produit final du moulin présidentiel c'est cette gloriole intime, cette satisfaction profonde et égocentrique de savoir qu'un seul homme agit selon ses caprices et pulsions d'individus «dégénérés».

Bien avant d'être catapulté à la présidence par les forces de l'ombre et du mal, le moulin à scandales de Martelly était déjà en construction. À l'époque des carnavals, ce clown dont le niveau intellectuel dépasse à peine la ligne critique entre son ventre et son bas ventre a toujours défrayé la chronique par ses extravagances «grouilladantes» grotesques, bouffonnes, vulgaires, lubriques, dégueulasses. Il est dans la nature même de l'homme Martelly de laisser son moulin moudre le graveleux, le scabreux, le scandaleux, l'ignominieux. On comprend donc qu'il se soit associé, en 2010, aux pratiques déloyales, honteuses de l'étranger intervenant sans ménagement aucun, sans vergogne, dans le processus électoral d'un pays censé souverain.

Avant même d'avoir prêté serment le 14 mai 2011, l'énergumène paraît avoir trempé dans le scandaleux dossier de contrats douteux, de l'ordre de 300 millions de dollars ; contrats passés sans appel d'offre quelque 48 heures avant son accession au pouvoir ; contrats concédés à des firmes dominicaines, signés par son cousin Jean Max Bellerive, alors Premier ministre intérimaire. Ces contrats douteux allaient être cautionnés par la suite par Martelly alors en nette opposition avec son premier ministre Gary Conille qui, lui, tenait à diligenter une enquête conséquente là-dessus. Bien sûr, l'affaire finit en queue de poisson.

L'opération de la taxe illégale imposée sur les appels téléphoniques et les transferts venant de la diaspora par les deux escrocs Martelly et Lamothe, au nom d'un supposé Fonds National d'Éducation, taxe scandaleuse, illégale et immorale, sans approbation du législatif, avait été coiffée, «verrouillée par Global Voice, la compagnie de Laurent Lamothe dont Michel Martelly est un des trois actionnaires reconnus» (Elsie news 4 avril 2012). Les médias et le parlement ont eu beau se mettre en colère, la queue de poisson avait fini par avoir raison d'eux.

Conscient de cette force étrangère alimentant son moulin politique, Martelly s'est cru libre de moudre à sa guise le grain de ses billevesées, de ses dérives autoritaires, de ses pulsions vindicatives et égocentriques. C'est ainsi que l'un des premiers scandales à mettre au compte de son moulin a été l'arrestation d'un député en fonction, à l'aéroport, à sa descente d'avion. La forfaiture avait été réalisée sous l'œil vigilant et actif d'un ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales qui s'était ravalé au rang d'homme de main du président. Ce dernier, pour parfaire l'ignominie du brigandage, et pour comble de mensonge, déclarait, revenant de voyage, qu'il n'y était pour rien… «ni de près ni de loin».



**Le clown Micky a toujours défrayé la chronique par ses extravagances lu briques,«grouilladantes»,grotesques,bouffonnes,vulgaires, dégueulasses. Une vraie loque humaine.**

L'entourage de Martelly semble avoir été trié sur le volet du scandale pour faire marcher le moulin du pouvoir. Le 9 juin, le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) lançait une mise en garde au nouveau chef de l'État, Michel Joseph Martelly, contre des ex-policiers « à la moralité douteuse » figurant dans son entourage et dans son service de sécurité. Ils avaient pour nom : Carel Alexandre, Noël Goodwork, Jacky Nau, Gilbert Dragon et Will Dimanche. Le RNDDH soulignait: « Il pèse sur les concernés de sérieux doutes quant à leur implication présumée dans le trafic illicite de stupéfiants, la violation des droits humains et autres actes répréhensibles». Le meunier Martelly n'y fit rien. Le moulin continua à moudre des scandales.

Le lundi 3 octobre 2011, lors d'une conférence de presse à son retour de New York, le 1er octobre, le moulin du président broya Germain Etienne, jeune reporter à Radio Scoop FM. Ce dernier, avec insistance, demanda à deux reprises au chef de l'Etat s'il allait honorer sa promesse de désigner, avant le 3 octobre, les six juges devant compléter la Cour de cassation, d'où sortirait le président du Conseil supérieur du pouvoir judicaire. Étienne souligna que la question d'un journaliste étrangère avait été satisfaite et non la sienne. C'est alors que le mufle de président honora la mère du journaliste d'un élégant compliment : «*Pa fè sa, m ap menm joure manman w wi*».

Le mercredi 1er février, Martelly s'est invité goujatement, scandaleusement, à une réunion de travail entre le Premier ministre d'alors Garry Conille et une flopée de sénateurs, de députés du parti INITE. La question de mettre ses documents de voyage à la disposition de la commission sénatoriale enquêtant sur sa nationalité vint alors sur le tapis. Les parlementaires durent alors essuyer une bordée d'injures les unes plus malodorantes que les autres. Finalement, le connard, de façon grotesque, clownesque, funambulesque, burlesque, invita les convives de Conille à venir récupérer son passeport dans son … cul, à la fin de son quinquennat. Quelle rare délicatesse de la part d'un trou de cul!

Au tout début d'avril, le moulin à scandales se mit à moudre le grain d'une dénonciation en règle venue de l'autre côté de la frontière. Du grain dominicain amené par la respectée journaliste dominicaine Nuria Piera: notre vertueux président Martelly aurait reçu 2,5 millions de dollars de la part du sénateur et entrepreneur maffieux dominicain Felix Bautista; dessous-de-table versé directement ou indirectement au président haïtien durant la période électorale de 2010, mais également après son accession au pouvoir. Les deux escrocs piaffèrent, hennirent, promettant des actions légales «en temps et lieu» à l'encontre des auteurs de cette «campagne destinée à salir leur image». Hélas ! Il n'en fut rien. Les deux salisseurs s'en tinrent à leurs salissures.

Le 18 avril 2012, suite à une vive prise de gueule pour fermeture précoce de la frontière, entre les autorités frontalières haïtiennes du service de l'Immigration de Malpasse et les riverains présents, Mercidieu Calixte Valentin, proche du président et de son épouse, homme de main préposé à l'ouverture et à la fermeture de la barrière de la douane, ouvrait délibérément le feu sur des citoyens de la zone tuant Octanol Dérissaint, un jeune commerçant de Fonds-Parisien. **Assassinat confirmé du reste par l'inspecteur divisionnaire Jean Garry Roc, présent sur les lieux du crime.**

**Après ce scandale, le même Valentin allait être à la source d'un autre scandale alimenté par un autre mec travaillant au moulin du président. En effet, le ministre de la Justice, Jean Renel Sanon, révoquait arbitrairement le commissaire du gouvernement d'alors près le tribunal de première instance de la Croix-des-Bouquets, Me Mario Beauvoir, à l'origine de l'arrestation de Valentin. Le dossier fut sciemment redistribué au cabinet d'instruction du juge Fermo-Judes Paul un *sousou* au service du moulin présidentiel. Sans tarder, le *souflantyou* rendit, en date du 8 novembre 2012, une ordonnance de non-lieu en faveur de Mercidieu Calixte Valentin. Bien sûr, le vertueux président Martelly n'y était pour rien, «ni de près ni de loin». Un scandale quand même, de loin ou de près.**



**Harrisson Ernest: regard perdu dans le lointainvitreux; une barbe encadrant les lèvres et le menton, (de 'type vulvaire'), ce qui pourrait expliquer les obsessions sexuelles du docteur, psychiatre du reste.**

C'est dans le cadre d'initiatives bidon qu'il faut placer le mensonger et scandaleux programme de scolarisation universelle gratuite selon lequel un million de petits fantômes auraient été scolairement pris en charge, malgré l'absence de construction de nouvelles infrastructures scolaires et de formation de nouveaux professeurs. Du même coup, le moulin broyait le grain de millions de dollars octroyés, par décret, à l'illustrissime sportif et architecte bâtisseur, Olvier Martelly, fils du président, pour la soit disant construction de stades de football (Réseau Liberté, 18 juillet 2012).

Le 28 novembre, Me Josué Pierre-Louis, un haut fonctionnaire de l'Etat Haïtien, désigné par le Président de la République pour être le président d'un CEP contesté alimentait le moulin de son patron : le pays apprenait avec consternation le viol, accompagné d'agressions physiques par le fringant Josué, viol perpétré le 26 novembre 2012, sur la personne de la jeune Marie Danielle Bernardin.

Comble de scandaleuse et kadéjakante ironie, le Magistrat Joseph Jeudilien Fanfan, instruisant le dossier, fut l'objet de graves menaces de la part d'un autre Juge d'Instruction, Me Ikenson Edumé. Ce dernier, frère de Me Josué Pierre-Louis, avait, entre autres menaces, promis au Magistrat instructeur qu'il s'en prendrait à lui, s'il n'enterrait pas le dossier. Le moulin de l'entourage présidentiel allait trop vite. Le meunier qui dormait, sous l'effet de ses «prises calmantes», se réveilla à temps pour arrêter les fureurs du trop entreprenant Josué le «kadéjaqueur».

On n'oubliera pas de sitôt le fracassant témoignage, le 12 mars 2013, du nommé Sherlton Sanon fait au bureau du RNDDH; déposition dans laquelle Sanon avouait avoir été embauché par l'ancien sénateur Joseph Lambert pour éliminer les députés Levaillant Louis Jeune et Sorel Jacinthe. Dans ses déclarations signées par devant le notaire Jean Beaubrun L. Rony, le 23 avril 2013, Sanon dénonçait, avec précision et un luxe de détails, un réseau de malfaiteurs composé d'hommes d'affaires et de policiers, d'actuels parquetiers et de parlementaires spécialisés dans le trafic de la drogue, les enlèvements et les assassinats. Il avait surtout pointé du doigt le sénateur Edwin Zenny, l'ancien sénateur Joseph Lambert et le Commissaire du gouvernement près le Tribunal de Première Instance de la Croix-des-Bouquets, Me Lenny Thélusma, tous des meuniers subalternes au moulin à scandales du président.

On n'en finirait pas d'énumérer tous les scandales au moulin de la présidence : convocation illégale et intempestive, au cabinet de Me Lissade, du juge Serge Joseph pour le porter à se dessaisir du dossier d'accusation de la femme du premier mandataire et de son fils Olivier pour détournement de fonds et usurpation de titre; nouvelle d'un éventuel complot présenté «grossièrement, maladroitement, de façon suspecte» par le ministère de la Justice et de la Sécurité publique (MJSP), visant à assassiner le journaliste Jean Monard Métellus ; prise de gueule et empoignade au Consulat haïtien de Santiago en République Dominicaine entre le Consul Philippe Malebranche, un proche de Thierry Mayard Paul, et le vice-consul Peterson Laguerre, frère du député Benoît Laguerre.

**Le mardi 22 octobre, dans la soirée, le commissaire du gouvernement d'alors, Me Francisco René, fait intercepter par une patrouille policière, devant le sous-commissariat de Fontamara, le véhicule de Me André Michel, avec la prétention absurde** de vouloir procéder de force à une fouille de la voiture de l'avocat. Face à son refus, ce denier est arrêté illégalement, de façon arbitraire, provoquant quasiment une émeute des riverains.

Le dernier scandale au moulin de Martelly qui défraie la chronique au pays et en diaspora est bien celui suscité par la conduite révoltante du directeur de la radio télévision nationale (RTNH), le docteur Harrison Ernest. Dès sa nomination à ce poste, cette promotion, par la grâce du prince, avait été perçue comme un camouflet par une soixantaine d'employés. Ces derniers avaient écrit une lettre de protestation au président Martelly en date du 12 février 2014 pour dire : «*Le Dr. Harrisson Ernest n'affiche de respect pour aucun employé* […] *au point d'afficher son attitude de mépris envers la ministre de la Communication par intérim, Josette Darguste* […] *en faisant ressentir une certaine antipathie à l'égard de cadres féminins, qui ont toujours refusé ses grossières avances*». À cette date, le président «koulanguiettard» garde encore le mutisme de la pierre, de l'insolence et du mépris.

Le 1er décembre 2014, sept femmes, fonctionnaires publics de la TNRH, répondant au nom de Louisita Joseph, Manoucheka Bernard, Nancy Arcelin, Deborah Jean, Stéphane Éveillard, Béatrice Laguerre, Daphnée Valentin, ont écrit une lettre ouverte au ministre de la Communication Rudy Hériveaux et à Madame Yanick Mezile ministre à la Condition féminine et aux Droits des Femmes « *protestant avec véhémence contre le Directeur général de la RTNH, Monsieur Harrison Ernest pour des actes répétés de harcèlement sexuel. Monsieur Ernest utilise son statut de directeur général pour persécuter, humilier, et tenter de chosifier toutes les femmes travaillant à la RTNH qui refusent d'entretenir des rapports sexuels intimes avec lui*».

Ces femmes que le docteur Ernest caractérise méchamment de «sept péchés d'Israël» demandent aux deux ministres «*d'agir promptement afin de freiner les velléités du directeur général, Monsieur Harrison Ernest, qui veut transformer la RTNH en un harem*». Près de deux semaines plus tard, ni Hériveaux le ministre friand de *ravèt*, ni Mme Mézile n'ont encore répondu à cette lettre ouverte. Il faudra sans doute un mégascandale, un flagrant délit, disons une tentative crue de viol dans un couloir de la TNRH par Ernest le frustré, pour finalement forcer cet «escandaleur», cet obsédé sexuel à «donner ses talons» et à se soumettre à une thérapie de réhabilitation, s'il en est encore temps.

Ainsi va le moulin à scandales de Martelly, ainsi va l'immoralité au sein d'un régime à deux doigts d'être renversé par la nation dégoûtée par tant de médiocrité, d'indécence et de dévergondage du pouvoir.

# Jeremi, soti nan eskandal tonbe nan eskandal

Pat gen lontan konsa yon gwo eskandal te pete andedan vil Jeremi. Sa te pase pandan koreksyon bakaloreya. Fèy te preske fin korije lè yon gwo bri te fè konnen pat gen lajan pou te peye korektè yo. Lajan sa a te fè fon. Yon milyon goud se pa jwèt. Vòlè te pote tout lajan sa a ale. Nan yon premye tan, gen anpil moun ki pat kwè. Lajan an, dapre sa ki te di, te fèmen nan Biwo Edikasyon Depatmantal la. Se la vòlè yo te rantre lannuit pati ak tout lajan sa a. Biwo edikasyon sa a, eske se yon Bank li ye ? Se kesyon sa popilasyon Jeremi an te poze. Kilès ki direktè biwo sa ? Nan zafè sa a, pye anpil moun te sipoze pran nan kòd : Direktè depatmantal, administratè, enspektè e menm jeran. Men pa gen ni arestasyon, ni jijman epoutan lajan an te renmèt tètkaleman. Koretè yo touche tout kòb koreksyon yo.

Si premye eskandal la pat pran anpil jou pou l te frèt, dezyèm nan jouk jounen jodi a ap mwini mwini paske lajistis pa reyaji sou yon nouvo gwoup vòlè ki gen nan vil la. Jeremi tankou anpil moun konnen l, se yon vil ki bati fas pou fas ak lanmè. Dabitid apati mwa Me, gen yon van ki konn fè anpil jou ap soufle sou li. Van sa konn sòti sou lanmè. Se van yo rele Nòde. Non sèlman li konn fè malè sou batiman, li konn fè malè sou kay tou. Nenpòt neglijans, yon lanp tèt gridap tonbe sou yon planche, van sa a kapab mete dife. Zòn ki pi viktim nan dife se Sainte Helène. Jeremi se yon vil ansyen kote pifò kay yo bati ak bwapen. Pou yon tikrik tikrak, kay yo boule. Lè se pa kesyon kouran, se kesyon gazolin ki anpile nan kèk kay. Yon ti etensèl sifi pou mete dife, boule kay yo rapyetè.

Dife pran nan zòn sou mache, dife pran nan zòn gwo lise, leta pa di anyen nan sa. Dife pran anba lavil, menm penpent. Yon dezyèm fwa dife pran anba lavil, omwen 20 kay boule, kankannen tounen chabon dife. Jou sa, se jou tout demagòg yo te la. Jou gouvènman lakay la t ap fèt nan vil la. Demagòg yo te konstate kalamite mèt kay sa yo, se konsa, prese prese yon komite te fòme pou te dedomaje sinistre



Guy Philippe

sa yo. Sa pat pran lontan gouvènman an te debloke 11 milyon goud pou sinistre yo. Chodyè a te monte sou non timoun, li te desann sou non granmoun. 11 milyon goud sa te tonbe nan men Norman Weiner delege depatmantal Grandans, Roselore Aubourg direktris depatmantal zafè sosyal, Jean Miranord Duvergé responsab pwoteksyon sivil epi Silvera Guillaume.

Lajan sa a, anpil ladan l fè wout pa bwa. Kou Siperyè Dekont te blije foure bouch li nan zafè sila. Nan yon rapò Kou a mete deyò, li jwenn gen 39 zonbi ki gen non yo nan lis moun kay yo boule. Dapre sa noumenm nou aprann bò kote pa nou, gen yon machann pappadap ki jwenn 600 mil goud. Machann sa pat menm gen kote pou l te dòmi, ki dire pou yon kay. Gwo enstans sa mande pou nèg ak negès komite sa pase an jijman pou yo renmèt rès lajan yo kenbe nan pòch yo a, ansuit pou yo mete yo nan prizon. Tout se tètkale. Jis nan moman n ap ekri a, tètkaleman pa gen moun ki revoke ni pase devan lajistis.

Semè ki sot pase yo, sa te pirèd nan vil Jeremi, misye Guy Philippe te sòti toucho toubouke li te ateri nan vil la. Dèyè li te gen anpil moun ki te sot Pestèl, kote Guy gen lonbrit li plante a. Kisa misye te vin fè ? Li te vin denonse Ralph Théano kòmkwa misye se yon dwèt long siperyè. Yon dwèt long siperyè menmjan ak s ak te pase nan di-



Ralph Theano

reksyon depatmantal edikasyon an. Menmjan ak sa ki pase nan zafè kay boule anba lavil la. Ak sèl diferans, ansyen minis Théano gen 500 milyon goud nan men l. 500 milyon goud pou l te fè kèk travay nan Grandans. Travay ki pa ateri. Olye sa fèt, se yon gwo manman penba otèl li bati ak yon estasyon radyo ki rele l chèmèt chèmètrès ak anpil nan lajan sila a. Yon lòt fwa ankò, moun Jeremi te poze kesyon : kisa Ralph ye pou gouvènman an lage tout lajan sa a nan men l ? A ki tit ? Ralph pa enjenyè pou kisa se li ki gen kanaval lajan sa pou fè wout, pou fè sant sante, pou fè redefè.

Apre Guy Philippe te fin pete abse a, Ralph te reyaji nan radyo. Yon reyaksyon anpil moun konsidere degrenngòch. Yo menm ap mande si se pa Theano sa a yo te kouri dèyè kòm konsiltan nan meri Pòtoprens pou zafè chèk anplwaye yo kote li te di yo si pou l peye yo 6 chèk, fòk li pran youn nan yo ? Si se pa menm nonm sa ki te gen 2 lis moun kote mwatye te pou li nan menm meri sa a ?

Antouka, sa k ap pase ant Guy ak Ralph la tout moun Jeremi konnen l. Bèf la ap kòche, anpil moun ap pran pa yo. Sa k ap pran kòn ap pran, sa k ap pran pye ap pran. Sa k ap pran trip ap pran. Men sa ki pa jwenn ap tire pye. Koripsyon sou koripsyon. Lajan peyi a ap gaspiye tribò babò pandan grangou ap touye moun.

**Jean Sorel Pompée**

# Seremoni ofisyèl enstalasyon Konsèy Akademisyen Lang Kreyòl



Akademisyen yo

Se nan lotèl Kinam De ki nan rantre Petyonvil lè w monte pa Boudon, yon bèl **Seremoni ofisyèl enstalasyon Konsèy Akademisyen Lang Kreyòl** la te fèt jou ki nan maten te jedi 4 desanm ki sot pase adetan larenn solèy te kale grenn je l sou fontenn lesyèl. Se Rektora Inivèsite Leta a ki te deside mete tout fòs li pou rive mete Akademi Kreyòl la kanpe sou de pye lakilti l. A a a anpil koze tapral tonbe.

Apre tout moun yo fin rete tann prezidan an kont yo, lè yo sispèk Miki ka fè yo tounen pwa tann, yo deside koumanse Seremoni ofisyèl enstalasyon Konsèy Akademisyen Lang Kreyòl la. Nou pa menm bezwen di n jan mesyedam sa a yo nayif pou yo met nan tèt yo Miki sa n konnen an t ap vin nan yon seremoni sa kote w jwenn anpil entelèktyèl kote li ta bijo fè jèfò pou l ta serye pou yon fwa nan vi l san l pa joure manman tout moun ki la a yo.

A aaa Miki kabre. E fò n konprann li. M pa bezwen di n jan lòt moun yo estomake. Tout enstitisyon ki enterese nan koze kreyòl yo te la. Reprezantan Sekreteri Leta pou Alfabetizasyon, reprezantan gouvènman an, reprezantan palman an, reprezantan òganizasyon ak enstitisyon patnè Komite Akademi Kreyòl Ayisyen an ak anpil lòt moun toujou. Anpil marengwen tout plim tout plimay te pwofite vin fè moun wè yo tou. Anvan n rive pi lwen, li ta bon pou n fè tout moun sonje se nan anpil goumen prezidan Miki te rive fè pibliye arete ki te kreye Akademi Kreyòl la.

Tout moun ki respekte tèt yo ta dwe mande poukisa tout batay sa a pou pibliye yon senp dekrè. Repons lan senp konseye Miki yo se pou reyaksyonè tout kalib yo pe travay. E vrè wòl reyaksyonè soudevlope sa a yo se konbat jis nan zo tout sa ki reprezante idantite peyi nou an menm jan ak pwodiksyon nasyonal la. Kategori moun sa a yo se vè yo ye. Vrè wòl vanpi entènasyonal yo ba yo se chache gate tout sa k bon pa bò isit. An n kite koze sa a. Si se pa sa n a di twòp koze.

Apre anpil lòt moun te fin deboulonnen koze, Rektè Inivèsite Leta a te di lonè pou tout enstitisyon ki te kole zèpòl pou pèmèt Akademi a pran jarèt. E tout tchovi yo menm yo te kouri reponn li yon bèl respè. Apre sa li te koumanse mete kèk verite deyò sou Kreyòl la. Rektè a, Agwonòm Jan Vènè Anri te sonje pou l rekonèt li difisil anpil lè pou w pran lapawòl an dènye nan tip seremoni sa a yo pou w pa repete sa lòt moun di deja. E, kote l kòm li toujou fè l li kite fon kè l pale san l pa mete okenn baboukèt nan bouch laverite. Se Konsa Rektè a fè Inivèsite fè kou l konnen pou l pran responsabilite l.

« Jounen jodi a m pwfite seremoni sa a pou m di Inivèsite a pran responsabilite l paske youn nan misyon l genyen se pou l pote kole nan gwo batay mas pòv yo pou rive jwenn yon lavi miyò. Se vre anpil bouch konn fè konprann yo vle chanjman. Men lè w gade kakòn jenou moun sa a yo w konn mande tèt ou si yo konprann ki sa mo ki rele chanjman an vle di vrèman vre. Se sa ki esplike gen de chanjman w wè olye yo fè yo nan bon kote a men se pito nan move kote a yo fè yo. Inivèsite a dwe fè jèfò pou fè Kreyòl la jwe vrè wòl li nan sosyete a. E kreyòl la se li ki simante tout Ayisyen natif natal ».

Se konsa Rektè a te koumanse deboulonnen pawòl sou moun ki te la a yo. Agwonom Vènè te kontinye pou l pale dirèkteman ak mesyedam ki nan komite Akademi Kreyòl yo. Li te di yo pou yo kontinye travay pou yo fè respekte diyite pèp Ayisyen an nan fè kreyòl la pran jarèt tout kote yo pase.

« Kidonk si w pa respekte idantite yon moun sa vle di w pa respekte dwa l. Rive jounen jodi a kijan nou sèvi ak lang Kreyòl la, kijan nou dwe sèvi ak lang kreyòl la. Respekte lang Kreyòl la se wè li ka fè tout sa yon lang ka fè. Kouman Akademi Kreyòl la k ride lang kreyòl la pran jarèt nan peyi n Ayiti menm jan ak nan tout lòt peyi kote yo pale kreyòl. Nou konnen nou menm nan Inivèsite laverite se pa yon bagay nou dwe kache. Kache l jodi, kache l denmen li gen pou l soti kan menm. Si yo mande nou chak ki la a kisa n fè ak lang kreyòk la nou ka fè anpil tan ap chache repons sou sa ki fèt sou lang kreyòl la an Ayiti. Depi sou Kristòf te gen yon gramè Kreyòl. Sa vle di sa fè lontan depi gen jèfò ki te fèt pou ba lang Kreyòl la jarèt ».

Se konsa Rektè Vènè te pale de jèfò ki te koumanse fèt depi lontan pou lang manman n nan te ka rive pran piplis jarèt jis jounen jodi a. Rektè Vènè te kontinye pou l di anpil lòt koze enpòtan n pa bezwen di n la a. Pou fini te gen yon bèl animasyon kiltirèl ak

*Suite à la page (14)*

# Tonton nwèl

Tonton Nwèl se gwo goujwa
Li pa desann Lasalin
Li pa konn manyen koulin
Li pa konn leve pikwa

Tonton Nwèl se gwo boujwa
Li pote jwèt pou Evlin
Li pote jwèt pou Joslin
Li pa pote pou Jezila

Tonton Nwèl se gwo zouzoun
An wouj e blan l sou cha Konpa
Li danse Kabàn Choukoun
Li bwè wonm ak koka kola

Tonton Nwèl se komèsan
L ap vire won kay Bichara
Tonton Nwèl gen gwo lajan
Li janbe dlo toulè simwa

Tonton Nwèl al lan radyo
Tino Wosi chante pou li
Li di do re do re do mi
Timoun grangou pa sa dòmi

Timoun grangou pa sa dore
Yo pa gen lò pa gen lajan
Yo di tonton ou mèt ale
N a fete nwèl pa n nan on lòt jan
Yo di tonton jou va rive
N a fete nwèl pa n nan on lòt jan

**Tanbou Libète**

# La Minustah ouvre le feu, Jean Mario est mort !

Par Isabelle L. Papillon

Les soldats de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) ont ouvert le feu sur une manifestation pacifique qui se déroulait à Port-Au-Prince, le vendredi 11 décembre 2014, dans l'aire du Champ-de-Mars. Ils ont tiré à hauteur d'homme sur les manifestants. Ils ont utilisé les chars de guerre blindés pour mitrailler une foule qui manifestait les deux mains en l'air. Plusieurs manifestants sont sortis victimes de l'acte criminel des soldats de l'ONU en Haïti. L'un des soldats de l'ONU a même agressé verbalement un journaliste qui était en train de filmer la scène macabre d'un crime des soldats de l'ONU en Haïti

En effet, dans le cadre de l'opération Burkina Faso lancée par l'Opposition haïtienne visant le renversement du régime dictatorial de monsieur Michel Joseph Martelly, une série de manifestation a été lancée. Des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de plusieurs grandes villes du pays notamment la capitale haïtienne, Port-au-Prince, la deuxième ville, Cap-Haïtien, Gonaïves, St-Marc, Fort-Liberté et Ouanaminthe, Petit-Goâve, Léogâne, les Cayes et Miragoâne. Les manifestants exigent le départ de l'occupant du Palais national, Michel Joseph Martelly considéré comme un colonisé mental.

Depuis qu'il a été placé à la tête de l'Etat d'Haïti par la Communauté internationale, à travers l'ONU et l'OEA, toutes institutions ont été vassalisées et galvaudées. Le peuple s'est révolté gagnant les rues en série. Le vendredi 11 décembre dernier, les manifestants ont démarré leur mouvement devant l'église Saint Jean Bosco avec une bière et des croix peintes en rose et blanc, symbolisant la mort du régime tètkale. Les manifestants ont annoncé les funérailles symboliques du gouvernement Martelly-Lamothe. « Martelly et Lamothe sont des cadavres politiques. Ils symbolisent l'occupation, le Choléra, l'Ebola pour le peuple haïtien. Nous allons chanter leurs funérailles devant le Palais national en présence du secrétaire d'Etat des Etats-Unis John Kerry. Martelly est un voleur ! Martelly est un kidnappeur ! Martelly est un drogue-dealer ! Martelly est un criminel ! Martelly est un corrupteur ! Il doit partir sans condition, » déclaraient les manifestants.

Les manifestants en colère s'en sont pris également à l'ex-président des Etats-Unis, Bill Clinton qui, par sa déclaration, défend le Premier ministre Laurent Lamothe. « Nous avons entendu Bill Clinton dire que le pays marche bien, qu'il y a du progrès. Nous, Haïtiens ne le voyons pas. La grande majorité des Haïtiens vivent dans la misère la plus abjecte. Ils ne peuvent pas se nourrir, envoyer leurs enfants à l'école, posséder ou payer un logement, se faire soigner à l'hôpital, avoir un emploi et un salaire décent. Ils demandent à monsieur Clinton en tant que co-président de la Commission Interaméricaine de la Reconstruction d'Haïti (CIRH) où sont passés les fonds évalués à plusieurs milliards de dollars débloqués pour la reconstruction d'Haïti, suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010 ?

Cinq ans plus tard, des milliers de victimes vivent toujours sous des tentes, exposés à la moindre averse, aucun bâtiment public n'a encore été remis à neuf. Peut-on considérer la construction de quelques hôtels dans les quartiers chics des hauteurs de Pétion-ville comme progrès ? Pour des observateurs avisés ceux-ci entrent directement dans un processus de recolonisation d'Haïti, puisque ce sont les représentants des colons et leurs laquais locaux qui y ont accès pour planifier toutes sortes de complots contre ce peuple. A titre d'exemple on peut citer les travaux de ladite Commission consultative présidentielle composée de GNBistes et de putschistes de la classe dirigeante répugnante et dégoutante et le Sénat de la République qui organisait une retraite la semaine dernière pour voir dans quelle mesure ils peuvent sauvegarder le pouvoir tètkale et les intérêts de leurs patrons de l'International au détriment de l'intérêt national et du peuple haïtien. En dépit de la présentation de la recommandation de la Commission et de la retraite, le peuple haïtien, doté d'une maturité politique extraordinaire, ne se laissant pas leurrer, continue de gagner les rues pour exiger le départ de Michel Martelly du pouvoir. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, le peuple haïtien se tient débout comme un seul homme durant 2 longues journées, vendredi et samedi pour dire à monsieur Martelly : dehors du palais national. A Port-au-Prince, les habitants des quartiers populeux ne cachent pas leur indignation et leur frustration : « Le peuple haïtien a grandi, nous, de Cité Soleil, disons à Bill Clinton, nous de la population de la Cité nous ne plaisantons pas. Nous sommes dans la rue pour dire NON à Martelly. Nous ne voulons pas de Martelly. Non à Lamothe ! Bill Clinton, John Kerry, venez ramasser vos 2 colis encombrants et partez avec eux. Ils sont tous deux vos compatriotes, » déclaraient les manifestants venant du plus grand bidonville du pays Cité Soleil.

D'autres manifestants

*Suite à la page (15)*




**Le jeune Jean Mario a été frappé à la poitrine d'une balle mortelle par un soldat de la Minustah**



**Les soldats de la force d'occupation, la Minustah, tirant à hauteur d'hommes sur les manifestants**

# L'émergence de l'idéologie marchande dans la société haïtienne

Par Jean-Jacques Cadet

La société haïtienne s'inscrit dans la nouvelle dynamique internationale caractérisée par la marchandisation systématique. Les organes humains, les spermatozoïdes ou le savoir sont devenus des marchandises à part entières. Rares sont les éléments qui résistent encore. Le monde d'aujourd'hui baigne dans une marchandisation brutale qui se légitime par l'idéologie de l'argent. En Haïti, elle est présente et cause déjà des dégâts considérables. Elle est transmise par certains journalistes et artistes, en intelligence avec les autorités au niveau de l'Etat. Comment émerge-t-elle ? Qui assure sa persistance ?

Dans une station de radio de la capitale, Port-au-Prince, un journaliste-vedette surprend en affirmant à plusieurs reprises qu'on doit ¨vendre l'image d'Haïti¨ à travers l'exposition au Grand Palais à Paris. Selon lui, cette exposition serait la meilleure occasion d'exposer Haïti comme une marchandise aux yeux de la communauté internationale. Ce qui dérange, ce n'est vraiment pas l'idée superbe de soigner l'image d'Haïti, mais plutôt le terme ¨vendre¨ qui transforme en marchandise tout le symbolisme haïtien. Ce dernier serait un lot de patates exposé aux plus offrants.

Lors d'une visite au Grand Palais la semaine dernière, un artiste-exposant a utilisé cette même expression : ¨vendre l'image d'Haïti¨. Il a néanmoins ajouté qu'il faut le faire pour attirer les investisseurs étrangers. En référence au slogan ¨Haïti is open for business¨ (Haïti est ouverte aux affaires), il déclare rejoindre le gouvernement en place dans sa volonté de ¨bouger l'économie haïtienne¨. Ce slogan de Martelly-Lamothe a implicitement nourri cette idéologie marchande qui envahit la vie quotidienne haïtienne, puisqu'elle touche tous les compartiments de la société.

On peut comprendre l'idée ¨Mwen pa marye ak anyen¨ dans cette ligne. Par cette formule, on doit saisir du sujet, qu'il est prêt à tout vendre. Tout ce qu'il possède est susceptible d'avoir une valeur d'échange. On ne peut pas s'étonner de voir quelqu'un enlever en pleine rue sa chemise pour la vendre. Dans cette perspective, tout peut devenir une marchandise. Ainsi, on n'est pas loin d'une certaine traite négrière selon laquelle les êtres humains ont également une valeur d'échange. Toujours dans l'esprit de gagner de l'argent.




**Ce slogan de Martelly-Lamothe a implicitement nourri cette idéologie marchande qui envahit la vie quotidienne haïtienne, puisqu'elle touche tous les compartiments de la société.**

La société haïtienne est largement structurée par ce rapport marchand. L'argent devient l'élément référent de toute activité. Les relations sentimentales et les campagnes politiques illustrent cette aberration. La qualité se décline au profit de la quantité, comme une amie qui fait toujours l'éloge de sa douzaine de paires de chaussures réservées au travail.

Les journalistes et les artistes sont les premiers responsables de la vulgarisation de cette idéologie. Avec leur pouvoir symbolique, ils utilisent des catégories qui formatent les esprits, surtout ceux de la nouvelle génération. Ce qui donne une jeunesse disloquée et prête à tout pour être dans le coup.

Depuis un temps certain, on est en pleine crise de valeur en Haïti. L'intégration sociale de cette nouvelle génération se fait sous l'influence idéologique de l'argent. Le système social haïtien a moralement échoué dans sa fonction d'orienter les idéaux des gens. Etant profondément traversée par les multiples problèmes économiques, la société haïtienne, de par ses élites, a fait de l'argent une fin en soi. On doit s'attendre à tout de cette société dont l'effondrement est annoncé.

**Jean-Jacques Cadet**
**Sociologue, doctorant en philosophie.**

# L'Expérience de AFLIDEPA, un modèle de référence à suivre

Par Lafontaine Orvild

**Tauzin [Limonade], le 15 déc.2014 Haïti-Paysannerie.-** « Agriculture, l'élevage, protection de l'environnement et renforcement des organisations égal développement durable », c'est autour de ce thème que l'Association des femmes de Limonade pour le développement et la production agricole et artisanale (AFLIDEPA) a réalisé, le 14 octobre 2014, à Tauzin (Limonade), sa 6e Assemblée générale en présence de l'ancienne Ministre de la Femme Adeline Chancy du Secrétaire d'Etat à la production animale, Michel Chancy et d'autres personnalités de la zone.



**AFLIDEPA a réalisé, le 14 octobre 2014, à Tauzin (Limonade), sa 6e Assemblée générale en présence de l'ancienne Ministre de la Femme Adeline Chancy**

Si au Brésil, les femmes constituent l'épine dorsale de l'économie et que les agricultrices ont un accès égalitaire aux ressources, des expériences encourageantes existent en Haïti, notamment à Limonade où les femmes contribuent à son développement endogène. Le portefeuille de l'Association d'un peu plus de 800 membres n'est pas une coquille vide. Intervenant dans 10 zones des trois sections communales avoisinant le bourg de Limonade, l'association comptant, à son actif, 520 femmes adultes et 325 jeunes filles, présente le bilan de ses 10 ans d'existence dans la lutte pour l'instauration du développement durable.

Élevage, agriculture, transformation de produits, Microcrédit et Mutuels, artisanat, protection de l'environnement, renforcement de capacités organisationnelles, détection-encadrement et promotion de talents, émissions radiophoniques (espace femmes), accompagnement des personnes handicapées constituent les clés du portefeuille. Pour améliorer les conditions de vie des habitantes, AFLIDEPA dispose d'un Micro crédit et de deux(2) Mutuels pour assister les membres menant des activités économiques.

L'élevage est l'un des secteurs d'activités florissants pour l'AFLIDEPA. Les membres pratiquent comme les hommes, l'élevage de lapins, poussins, caprins et bovins. Ce qui a permis, en termes d'extrant, la distribution de 246 vaches, 312 cabris, 10 bœufs de charrue, 110 poules, 34 lapins à ses membres.

Avec de maigres ressources financières et une formation adéquate, les femmes de Limonade sont en mesure d'améliorer leurs méthodes agricoles qui, avant, étaient caractérisées par un faible rendement dans la production de denrées alimentaires.

Malgré que les agricultrices de l'AFLIDEPA n'aient pas un accès égalitaire aux ressources, elles projettent d'accroître leur productivité. A ce jour, elles ont à leurs actifs 570 jardins, trois (3) terrains, un centre de transformation de produits et de boutique d'intrant-agricole.

Mais l'accès à de grandes plantations, le manque d'intrant agricole sont, entre autres, les défis qui restent entiers pour l'organisation. Si l'agriculture, l'élevage, la transformation de produits, le Microcrédit, les Mutuels, le Commerce constituent des points forts de l'Association, l'artisanat, en dépit des efforts consentis par les membres, reste un secteur très peu développé. Cependant, avec les moyens du bord, les jeunes filles arrivent à confectionner des chaussures, bracelets, macramés, ceinturons, calendriers, etc.

La dégradation de l'environnement au rythme inquiétant, interpelle AFLIDEPA. L'association met en place des programmes en vue de sensibiliser la population sur la nécessité de vivre dans un environnement sain. A ce jour, l'organisation initie à Limonade ainsi que ses zones d'intervention un programme de recyclage de déchets.

Au niveau de renforcement de capacités organisationnelles, plus de 65 sessions de formation ont été réalisées sur les thématiques : Santé, Entrepreneuriat, Economie solidaire, Plaidoyer, Leadership, Gestion de conflit, Gestion de l'organisation, Gestion de risques et désastres, Gestion de déchets, Préparation de compost.

Parallèlement, l'organisation a investi dans la formation de sept (7) individus, respectivement, deux (2) techniciens en mécanique d'ajustage, deux (2) entrepreneurs, un comptable et un assistant comptable, un technicien agricole. Par ailleurs, à un moment où l'accès à la scolarisation est un problème de taille dans les sections communales de Limonade, des enfants et jeunes vulnérables ont bénéficié de 280 bourses.

**Entre Dédicaces et mots d'encouragement !**

Tout au long de la présentation du bilan, la Coordonnatrice de l'AFLIDEPA, Olga Marcelin, a incité les femmes à intégrer les organisations et n'a cessé de remercier des partenaires sans l'appui desquelles les progrès réalisés n'auraient pas été possibles. Les partenaires incontournables pour l'AFLIDEPA, demeurent entre autres, la Plateforme de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA), VETERIMED, OXFAM, Agri-Sud, MAKON, Konsèy Nasyonal Finansman Popilè (KNFP), Vétérinaires Sans Frontières (VSF), Entr'Aide, Centre de Réflexion et d'Action sur les problèmes sociaux (CRAPS), VOLENS.

La Coordonnatrice de l'AFLIDEPA-Jeune (fille de Aflidepa adulte), Darlyng Génard, n'a pas manqué d'exprimer ses contentements pour les travaux effectués au sein de l'AFLIDEPA-J. Des travaux, dit-elle, que les organisations vieilles de 30 ans n'arrivent pas encore à réaliser.

Lors de la tenue de l'Assemblée Générale de l'Association plusieurs représentants d'organisations partenaires et personnalités ont exprimé des mots d'encouragement à AFLIDEPA. Rosalie Moïse Germain, directrice de VETERIMED, encourage les membres à porter bien haut le flambeau de la lutte pour la transformation des conditions de vie des femmes à Limonade. Elle a indiqué, par ailleurs, que VETERIMED renouvelle ses engagements à appuyer AFLIDEPA, le modèle de référence pour les organisations de base dans le pays, dans l'application de son plan stratégique.

L'ancienne Ministre de la Femme, Adeline Chancy a incité les membres à être déterminées dans la défense des droits des femmes tout en insistant sur les lourdes responsabilités qui les attendent. Elle les a invitées à joindre les deux bouts pour contrer toute forme de discrimination, de stéréotypes sur les femmes.

Le Secrétaire d'Etat à la production animale, le Dr Michel Chancy, insistant sur le fait que la lutte des femmes est aussi celle des hommes et que l'expérience de l'AFLIDEPA doit être prise comme modèle de développement communautaire de référence, a félicité les membres pour leur contribution dans l'instauration du développement durable à Limonade.

Ricot Jean Pierre, un des responsables de la PAPDA, organisation chef de file dans la lutte pour la souveraineté alimentaire en Haïti, a invité les membres de l'AFLIDEPA à pratiquer une rupture avec les politiques agricoles et alimentaires de l'Etat haïtien qui s'est construit contre la paysannerie.

Le Dr Romel Jean Pierre, Coordonnateur du CRAPS, fustigeant contre la violence faite aux femmes prône un changement de comportement des hommes et les a encouragés à faire preuve de sincérité, de respect envers les femmes. Il a souligné que lorsque les femmes gagnent plus et jouissent de droits plus égalitaires, elles ont tendance à investir davantage dans la santé et la nutrition de leur famille.

En marge de sa 6e Assemblée Générale, AFLIDEPA a exposé ses perspectives pour 2019 : la construction du local de Aflidepa, des Centre d'alphabétisation, d'hébergement, d'artisanat et d'économie domestique ainsi que l'acquisition de parcs de caprins et bovins. L'organisation projette d'intervenir dans la filière de cacao.

**Lafontaine Orvild**
***Journaliste indépendant***

# 16 décembre 1990-16 décembre 2014: 24 ans de lutte pour la démocratie



**Le 16 décembre 2014, plusieurs centaines de milliers de personnes ont investi les rues de la capitale pour exiger le départ de Martelly**

Par Thomas Péralte

A l'occasion du 24ème anniversaire de la victoire de la démocratie sur la dictature, le 16 décembre 2014, plusieurs centaines de milliers de personnes ont investi les rues de la capitale et des villes de province, telles : Saint-Marc, Miragoane, Petit-Goave pour marquer cette date et continuer d'exiger le départ de Michel Martelly du Palais national. Les manifestations déclarent que les revendications demeurent les mêmes après 24 ans: Justice, Transparence, Participation. Les manifestants criaient haut et fort sur tout le parcours : « Arrestation de Martelly ! Arrestation de Lamothe ! Lamothe symbolise le mal, Martelly est le pire. Nous avons coupé la queue de la couleuvre, maintenant nous allons couper la tête de la bête. » Les manifestants réclamaient également le départ de la MINUSTAH.

Une fois de plus des agents de l'unité de la Police Nationale d'Haïti, ont utilisé la violence pour mettre fin à cette manifestation aux alentours du Palais présidentiel, en dépit de la détermination et la résistance des manifestants de rester dans les rues jusqu'à ce que Michel Martelly quitte le Palais national. Le bilan de cette mobilisation de mardi 16 décembre s'est soldé par plusieurs blessés dont Jude Laporte qui a reçu 3 balles, Ronald Salvant, un coup de pierre et une autre personne non encore identifiée qui a reçu 6 balles, selon les organisateurs. Les manifestants anti-Martelly se donnent un nouveau rendez-vous pour le jeudi 18 décembre prochain pour continuer de réclamer le départ de Martelly.

Plusieurs dirigeants d'organisation ont participé à cette démonstration massive. On peut citer entre autres : Turneb Delpé, André Michel, Newton St Juste ; André Victor et Serge Jean-Louis du Mopod ; Dr Maryse Narcisse et d'André Fardeau de Fanmi Lavalas ; de l'OTAN /Pitit Desalin : Assad Volcy ; de Moleghaf/KOD : David Oxygène et du Fopark : Odigé et Timothée pour ne citer que ceux-là.

Par ailleurs, le lundi 15 décembre 2014, lors d'un rassemblement de l'Organisation, commémorant le 24ème année de l'élection qui avait porté le président Aristide au pouvoir, Dr Maryse Narcisse a déclaré : «*Nan lokazyon 16 desanm 2014 la, Fanmi Lavalas ap pale nan vwa delegasyon depatmantal, kominal, manm òganizasyon ak kandida ala kandidati 11 depatman nan peyi a ki reyini jodi a 15 desanm lavèy 16 desanm, nan Fondasyon Doktè Aristid pou Demokrasi. 16 desanm 1990-16 Desanm 2014, sa fè 24 lane depi pèp ayisyen an te desann lavalaseman nan lari, ak bilten vòt li nan men l pou li patisipe nan premye eleksyon lib, onèt, demokratik peyi a te janm konnen. Viktwa 16 desanm 90 la, se te pou demokrasi pran jarèt nan peyi a, chanje sosyete a pou eksklizyon majorite a kaba ; kreye kondisyon pou tout moun viv tankou moun e patisipe nan lavi ekonomik, sosyal ak politik peyi a; pèmèt tout moun viv ak diyite, paske "tout moun se moun '' ; An nou salye prezidan, Jan Bètran Aristid, ki te pèmèt, 16 Desanm 90 la, ki te yon viktwa pou pèp Ayisyen. Ochan pou doktè Jan Bètran Aristid* ! »

## *As Lamothe Resigns:*

# Police and UN Fire on Swelling Demonstrations Demanding Martelly Step Down

by Kim Ives




**Thousands marched through Haiti's capital again on Dec. 16 to demand President Martelly's resignation and the pull-out of UN troops**

Prime Minister Laurent Lamothe resigned at almost midnight on Sat., Dec. 13, culminating a tumultuous week of demonstrations, diplomatic theater, and backroom political maneuvering.

But the move, which some opposition leaders had known was coming for about two weeks, was too little, too late. Another giant march of thousands surged through Port-au-Prince on Dec. 16, the 24th anniversary of the 1990 landslide victory of President Jean-Bertrand Aristide, demanding President Michel Martelly's resignation and the immediate withdrawal of the remaining 6,600 United Nations military occupation troops deployed in Haiti since June 2004 as the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH).

"Lamothe was just the smallest part of a trinity holding Haiti down," said Oxygène David of the Dessalines Coordination (KOD), a party formed in February. "The other two elements are Martelly and MINUSTAH. They also must go for Haiti to have democracy and sovereignty."

Jordanian MINUSTAH soldiers fired leveled weapons at a huge anti-Martelly demonstration on Dec. 12 in Port-au-Prince, killing one man, Jean Mario, and wounding several others, including Monvil Gétro, Vladimir Castry, and Jeanel Pierre. Several videos, which have already had tens of thousands of views, show UN soldiers pointing and shooting directly at protestors, who respond with jeering, chanting, and rock-throwing.

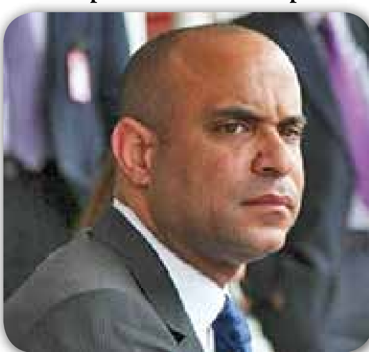
The demonstrations of Operation Burkina Faso, as the uprising is called, continued in the capital on Dec. 13 but were dispersed by police gunfire and teargas at the Champ de Mars in downtown Port-au-Prince. A video by Le Nouvelliste shows the body of a demonstrator who had been clearly shot through the chest. According to the *Miami Herald*, police spokesman Gary Desrosiers said "no one died" and "there were no great incidents," claiming that police were investigating the death. He told the *Herald* it looked like people "put the body there."

U.S. Secretary of State John Kerry cancelled his planned Dec. 12 visit to Haiti due to the unrest and the failure of two State Department officials, Thomas Shannon and Thomas Adams, to broker a deal during their visit last week trying to keep the Martelly regime from crumbling.

Praise for Lamothe from U.S. Ambassador Pamela White and former President Bill Clinton also helped fan the flames of rebellion. "This is the most consistent and decisive government I've ever worked with across a broad range of issues," Clinton told the *Herald*, enraging many Haitians.

There were also demonstrations on Dec. 12 and 13 in Cap Haïtien, Gonaïves, Ouanaminthe, and Petit Goâve, where daily demonstrations block National Road #2 to the south. Martelly partisans such as former Sen. Youri Latortue in Gonaïves, deputy Kenston Jean-Baptiste in Cap Haïtien, and deputy Luckner Noël in Ouanaminthe tried to disperse demonstrators by firing weapons from official vehicles, wounding several people. But the uprising is in full swing, and such repression, like that of the Tonton Macoutes trying to save the Duvalier dictatorship in early 1986, is just gasoline on the fire.

In his resignation speech, which was broadcast just after 1:30 in the morning, Lamothe made no mention of the demonstrations rocking the country but just listed the supposed accomplishments of his 31 months in office, during which he burned through $5.5 billion in international aid to Haiti while the population fell deeper into poverty and hunger. It sounded more like a campaign speech for the presidential run many expect he will mount in late 2015.



**Prime Minister Laurent Lamothe resigned on Dec. 13, blaming Haiti's political crisis on six Haitian senators**

In a Dec. 15 interview with Bloomberg News, Lamothe said that "the opposition, of course, is never going to want the government to succeed" and blamed the political crisis on six senators who "have been sitting on the electoral law for the past nine months... so Haiti cannot have elections." He also struck a martyr-like pose, saying he had made the "ultimate sacrifice" to "clear the way forward for elections" and had no plans "right now" for any presidential bid.

"As I always said, I would never be part of the problem, and I

*Suite à la page (14)*

## *WikiLeaked Diplomatic Cables Reveal:*

# Rudy Hériveaux is a "Close Contact" of the U.S. Embassy in Haiti

by Kim Ives

*(First of three articles)*



**Former "Lavalas" Sen. Rudy Hériveaux now serves as President Michel Martelly's Communications Minister**

Haiti's current Communications Minister Rudy Hériveaux became a focus of popular rage in November when, in an editorial, he labeled as "cockroaches" the thousands of demonstrators now marching almost daily to demand President Michel Martelly's resignation.

But for at least a decade, Hériveaux has been a regular and trusted source for the U.S. Embassy in Haiti, according to the secret diplomatic cables of several U.S. ambassadors and chargés d'affaires obtained by the media organization Wikileaks and provided to *Haïti Liberté*.

The cables paint a picture of a thoroughly unscrupulous self-promoter – "opportunistic" according to one cable – who attempted to hijack leadership of the Lavalas Family party of former President Jean-Bertrand Aristide while the latter was exiled in South Africa from 2004 to 2011. Although Hériveaux was "a close embassy contact," in the words of one cable, U.S. officials gave credence to the assessment of Sen. Simon Dieuseul Desras that "Senator Hériveaux's history shows he is not a true Lavalassian and has never been recognized as such."

Although Hériveaux may soon be out of a job following the Dec. 13 resignation of Prime Minister Laurent Lamothe, he nonetheless promises to continue as an actor on Haiti's political scene since, as the cables show, his *modus operandi* appears to be to insert himself into whatever political current he sees as ascendant.

### Hériveaux's Rise

Rudy Hériveaux was first elected in 2000 as a deputy from Trou du Nord in Haiti's 47th legislature under the Lavalas Family (FL) banner. He went on to be elected as a Lavalas senator for the West Department in 2006, although the faction of the then-splintered Lavalas Family party that he represented was in deep conflict with more militant currents, particularly those led by the late Father Gérard Jean-Juste and popular organization leader René Civil.

During the 2004-2006 coup d'état, Hériveaux was also technically a member of the FL's "Communications Commission," a sort of directorate which included former FL interim chairman Jonas Petit, former Interior Minister Bell Angelot, former Aristide government spokesman Mario Dupuy, former Aristide advisor Dr. Maryse Narcisse, and former deputy Gilvert Angervil, although as U.S. Ambassador James Foley noted in a Mar. 22, 2005 cable, Hériveaux and former Sen. Yvon Feuillé "have effectively been ostracized by the others."

The reason for this ostracism was because Feuillé and Hériveaux were part of a breakaway "moderate faction" of Lavalas, Foley explained.

"Those in the moderate faction, more diverse and less vocal, insist they want to participate in the elections, that they represent the original spirit of the Lavalas movement, and that FL itself has been discredited by Aristide and his misgovernance," Foley wrote after meeting with them.

Seven months later, on Oct. 13, 2005, the U.S. Embassy political counselor (Polcouns) held a meeting with "moderates" Hériveaux, Feuillé, former Lavalas Sen. Louis Gérald Gilles, former Lavalas deputy Sorel François, and former Lavalas deputy Jonas Coffy, according to an Oct. 21, 2005 cable by U.S. Ambassador Timothy Carney.

The group said "that they are confident of a Marc Bazin victory in the upcoming [presidential] elections," U.S. Ambassador Timothy Carney wrote. Marc Bazin was a former World Bank official who was briefly dictator Jean-Claude Duvalier's Finance Minister, then Washington's neoliberal candidate and the principal challenger to Aristide in the Dec. 16, 1990 election, then briefly Prime Minister of the military government that sent President Aristide into exile from 1991 to 1994, finally to become the presidential candidate of the "moderate Lavalas" faction in 2006.

"The key to a Bazin victory, according to Hériveaux, is success in the North and in Port-au-Prince," Carney reported. "Nevertheless, Gilles said that a Bazin-Siméus runoff is agreeable to them, and that a Bazin presidency with Siméus as Prime Minister would be good for Haiti." (Dumas Siméus was a conservative Haitian-American millionaire businessman living in Texas who in 2005 was Washington's favorite presidential contender, mostly because he was a U.S. citizen. That status resulted in his disqualification from the 2006 race because the 1987 Haitian Constitution did not allow dual nationality for high government officials.)

Nonetheless, Hériveaux worried that the Provisional Electoral Council (CEP) might rig the vote in favor of the social-democratic party Fusion, and "Hériveaux implored Polcouns to be vigilant with respect to the CEP," Carney wrote.

Astonishingly, Hériveaux and the Lavalas "moderates" were begging the U.S. Embassy to oversee sovereign Haitian elections. This small but telling episode augured much about Rudy Hériveaux's future.

*(To be continued)*

# INTERVIEW : LE PRÉSIDENT SYRIEN BACHAR EL-ASSAD REÇOIT PARIS MATCH

*Le président Bachar al-Assad a affirmé que la Syrie attaque le terrorisme là où il se trouve, sans prendre en considération ce que font les États-Unis ou la coalition, précisant que les Syriens n'accepteront pas que leur pays devienne un jouet entre les mains de l'Occident. « C'est un principe fondamental pour nous », a-t-il insisté.*

*Dans une interview accordée le Samedi 29 novembre 2014 au magazine français Paris Match, le président Al-Assad a précisé qu'on ne peut pas mettre fin au terrorisme par des frappes aériennes. Des forces terrestres qui connaissent la géographie et agissent en même temps sont indispensables. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas eu de résultats réels. « Ce n'est donc pas vrai que les frappes de la coalition nous aident », a-t-il affirmé.*

*Et le président Al-Assad d'ajouter : « Le terrorisme est une idéologie qui ne connaît pas de frontières et non pas des organisations ou des structures. Il y a vingt ans, le terrorisme s'exportait depuis notre région, en particulier depuis les pays du Golfe comme l'Arabie Saoudite. À présent, il nous vient d'Europe, et notamment de France », a-t-il indiqué, précisant que le plus gros contingent de terroristes occidentaux venus en Syrie est français. Voici le texte intégral de l'interview :*

**Régis Le Sommier–** Monsieur le président, après trois ans de guerre, au point où nous en sommes aujourd'hui, regrettez-vous de ne pas avoir géré les choses différemment au début, lorsque les premiers signes de révolte sont apparus en mars 2011 ? Vous sentez-vous responsable ?

**Le président Al-Assad –** Dès les premiers jours, il y avait des martyrs de l'armée et de la police. Nous avons donc, dès cette époque, fait face au terrorisme. Il y avait certes des manifestations, mais pas en grand nombre. Notre seul choix était de défendre le peuple contre les terroristes. Il n'y en avait pas d'autres. Nous ne pouvons pas dire que nous le regrettons car nous luttions contre le terrorisme dès les premiers jours. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu d'erreurs commises dans la pratique. Il y a toujours des erreurs. Parlons aussi franchement ; si le Qatar n'avait pas financé dès le début ces terroristes, si la Turquie ne leur avait pas apporté un soutien logistique et l'occident un soutien politique, les choses auraient été différentes. La Syrie connaissait des problèmes avant la crise, ce qui est normal ; mais cela ne signifie pas qu'il faille trouver aux événements une origine intérieure.

**Régis Le Sommier –** Durant cette guerre, on reproche à votre armée d'avoir utilisé massivement la force. Pourquoi bombarder des civils ?

**Le président Al-Assad –** Lorsqu'un terroriste vous attaque, croyez-vous que vous pouvez vous défendre par le dialogue ? L'armée a eu recours aux armes lorsque l'autre partie en a fait usage. Notre but ne saurait être de frapper les civils. Comment peut-on résister pendant quatre ans en tuant des civils, c'est-à-dire son propre peuple, et en même temps combattre les terroristes et les pays hostiles qui les soutiennent, à savoir ceux du Golfe, la Turquie et l'Occident ? Si nous ne défendions pas notre peuple, nous serions incapables de résister. Par conséquent, il n'est pas logique de dire que nous bombardons les civils.

**Régis Le Sommier –** Des images satellites de Homs ou de Hama montrent des quartiers oblitérés. L'ONU, une organisation à laquelle adhère votre pays, parle de 190 000 morts au cours de cette guerre. Les habitants de ces quartiers étaient-ils tous des terroristes ?

**Le président Al-Assad –** D'abord, il faudrait vérifier les statistiques des Nations Unies. Quelles en sont les sources ? Les chiffres qui circulent aujourd'hui dans le monde, notamment dans les médias, sont exagérés. Ils sont faux. Ensuite les images de destruction ne sont pas seulement des photos satellites, mais des photos prises sur le terrain. Ces destructions sont réelles. Lorsque des terroristes pénètrent dans une région et l'occupent, l'armée doit la libérer. Des combats sont alors engagés. Il est donc normal qu'il y ait destruction. Dans la plupart des cas, lorsque les terroristes s'installent, les civils prennent la fuite. En vérité, le plus grand nombre de victimes en Syrie se compte parmi les partisans de l'État, et non l'inverse. Beaucoup ont été tués lors d'attentats. Quand vous avez la guerre et le terrorisme, il y a hélas des victimes innocentes. Ça arrive n'importe où, d'ailleurs. Mais il n'est pas concevable qu'un État vise ses propres citoyens.

**Régis Le Sommier –** Toujours selon l'ONU, trois millions de Syriens sont réfugiés dans les pays limitrophes, soit un huitième de la population syrienne. Est-ce que ce sont tous des alliés des terroristes ?

**Le président Al-Assad –** Non, non. La plupart de ceux qui ont quitté la Syrie l'ont fait à cause du terrorisme. Parmi ces réfugiés, certains soutiennent les terroristes, d'autres l'État. Ces derniers ont quitté le pays pour des raisons de sécurité. Une grande partie des réfugiés ne soutient personne.

**Régis Le Sommier –** D'un point de vue militaire, avez-vous les moyens de gagner la guerre ?

**Le président Al-Assad –** À présent, nous combattons des États, pas seulement des bandes. Des milliards de dollars leur sont versés. Des armes leur ont été fournies par des pays comme la Turquie. Il ne s'agit pas d'une guerre facile d'un point de vue militaire. Pourtant, l'armée syrienne progresse dans beaucoup de régions. Personne ne peut encore prévoir quand cette guerre prendra fin, ni comment. Nos adversaires pensaient, au début, gagner le cœur des Syriens. Ils n'y sont pas parvenus. Ils ont perdu le soutien de la population locale. C'est précisément ce qui a permis à l'armée de progresser. Nous devons envisager la guerre d'un point de vue militaire, social et politique.

**Régis Le Sommier –** Mais ils n'ont pas encore perdu, puisque la moitié de votre pays vous échappe ?

**Le président Al-Assad –** L'armée syrienne ne peut être partout à la fois. Là où elle n'est pas présente, les terroristes en profitent pour franchir les frontières et s'infiltrer dans telle ou telle zone. Mais à chaque fois que l'armée décide de reprendre une région, elle y parvient. Il ne s'agit pas d'une guerre entre deux armées, où l'une occupe un territoire et l'autre un autre. Il s'agit d'un autre type de guerre. Nous avons affaire à des groupes terroristes qui s'infiltrent dans une ville ou dans un village. Cette guerre sera donc longue et difficile.

**Régis Le Sommier –** Beaucoup disent que la solution c'est votre départ. Avez-vous vous-même envisagé que votre départ soit la solution ?

**Le président Al-Assad –** Partout dans le monde, un chef d'État arrive au pouvoir par un mécanisme constitutionnel, et il le quitte par le même mécanisme. Un président ne peut ni s'imposer ni quitter le pouvoir par le chaos. La preuve tangible, ce sont les conséquences de la politique française en Libye avec la décision d'attaquer Kadhafi. Quel en a été le résultat ? Après son départ, il y a eu le chaos. Son départ était-il la solution ? La situation s'est-elle améliorée ? La Libye est-elle devenue démocratique ? L'État est comme un navire : dans la tempête, le capitaine ne prend pas la fuite. Il ne quitte pas le bord. Si les passagers doivent s'en aller, alors il sera le dernier à partir.

**Régis Le Sommier –** Cela veut dire que le capitaine est prêt à mourir. Vous avez évoqué Mouammar Kadhafi, est-ce que vous avez peur de mourir de la même façon que Saddam Hussein ou Kadhafi ?

**Le président Al-Assad –** Le capitaine ne pense pas à la mort, ni à la vie, il pense à sauver son navire. S'il fait naufrage, tout le monde mourra. Il faut donc mieux tout faire pour sauver son pays. Mais je voudrais souligner une chose importante. Mon but n'est pas de rester président, ni avant, ni pendant, ni après la crise. Mais quoiqu'il arrive, nous autres Syriens, n'accepterons jamais que notre pays devienne un jouet entre les mains de l'Occident. C'est un principe fondamental pour nous.



**A gauche, le président Bachar el-Assad et l'envoyé spécial de Paris Match à Damas, Régis Le Sommier.** *© Paris Match*

**Régis Le Sommier –** Parlons du groupe État Islamique. On entend dire parfois qu'au départ, le régime syrien a encouragé la montée des radicaux islamistes pour diviser l'opposition. Que répondez-vous ?

**Le président Al-Assad –** D'abord en Syrie, nous avons un État, pas un régime. Soyons clairs sur la terminologie. Si nous supposons que cela est vrai, et donc que nous avons soutenu l'État Islamique, cela revient à dire que nous leur avons demandé de nous attaquer, d'attaquer nos aéroports militaires, de tuer des centaines de nos militaires, d'occuper nos villes et nos villages. Où est la logique là-dedans ? Qu'avions-nous à gagner dans tout cela ? Diviser et affaiblir l'opposition, comme vous le dites ? Nous n'avions pas besoin de le faire. L'Occident lui-même reconnaît que cette opposition était fantoche. C'est ce qu'Obama lui-même a dit. L'hypothèse est donc fausse. Mais alors, où est la vérité ? En réalité, l'État Islamique a été créé en Irak en 2006. Ce sont bien les États Unis et non la Syrie qui occupaient l'Irak. Abou Baker al Baghdadi était dans les geôles américaines et non dans les prisons syriennes. Qui a donc créé l'État Islamique ? La Syrie ou les États Unis ?

**Régis Le Sommier –** Les Syriens que nous rencontrons à Damas font plus allusion aux cellules dormantes djihadistes en occident qu'à la guerre contre l'État Islamique. C'est étonnant, non ?

**Le président Al-Assad –** Le terrorisme est une idéologie et non des organisations ou des structures. Or, l'idéologie ne connaît pas de frontières. Il y a vingt ans, le terrorisme s'exportait depuis notre région, en particulier depuis les pays du Golfe comme l'Arabie Saoudite. À présent, il nous vient d'Europe, et notamment de France. Le plus gros contingent de terroristes occidentaux venus en Syrie est français. Ils commettent des attentats en France. En Belgique, ils ont attaqué le musée juif. Le terrorisme en Europe n'est plus dormant, il s'est réveillé.

**Régis Le Sommier –** Les Américains sont aujourd'hui, contre l'État Islamique, des alliés tactiques. Considérez-vous toujours leur intervention comme une violation du territoire syrien ?

**Le président Al-Assad –** Vous avez utilisé le mot tactique, et c'est là un point important. Vous savez bien qu'une tactique n'a aucun sens sans une stratégie. Car elle seule n'arrivera pas à venir à bout du terrorisme. Il s'agit d'une intervention illégale, d'abord parce qu'elle n'a pas reçu l'approbation du Conseil de sécurité, ensuite parce qu'elle n'a pas tenu compte de la souveraineté d'un État qui est la Syrie. La réponse est « oui », c'est une intervention illégale, et donc une violation de la souveraineté nationale.

**Le Sommier –** L'AFP rapporte que votre aviation a effectué 2 000 sorties aériennes en moins de 40 jours, ce qui est énorme. Quand vos avions croisent leurs avions, par exemple en allant bombarder Raqqa, existe-t-il un protocole de non agression ?

**Le président Al-Assad –** Il n'y a pas de coordination directe. Nous attaquons le terrorisme là où il se trouve, sans prendre en considération ce que font les États Unis ou la coalition. Vous seriez sans doute surpris d'apprendre que le nombre quotidien de sorties de l'aviation syrienne pour frapper les terroristes est supérieur à celui de la coalition. Donc d'abord il n'y a pas de coordination. Ensuite les frappes de la coalition ne sont que cosmétiques.

**Régis Le Sommier –** Mais ces frappes-là vous aident. La démission du Secrétaire Américain à la Défense Chuck Hagel s'explique en partie parce qu'il pensait qu'elles renforçaient votre gouvernement et vos positions.

**Le président Al-Assad –** Notez que votre question contredit celle dans laquelle on est accusé de soutenir Daech. Ça veut dire plutôt que nous sommes des ennemis de Daech.

**Régis Le Sommier –** J'ai dit qu'on entend au départ que vous avez soutenu Daech pour diviser l'opposition.

**Le président Al-Assad –** Je ne vous accuse pas, je fais plutôt allusion à ceux qui le pensent.

**Régis Le Sommier –** Maintenant, une des conséquences était cette démission, du point de vue américain. Estimez-vous quand même que les frappes de la coalition vous aident ?

**Le président Al-Assad –** On ne peut pas mettre fin au terrorisme par des frappes aériennes. Des forces terrestres qui connaissent la géographie et agissent en même temps sont indispensables. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas eu de résultats réels après deux mois des campagnes menées par la coalition. Ce n'est donc pas vrai que les frappes de la coalition nous aident. Elles nous auraient certainement aidés si elles étaient sérieuses et efficaces. C'est nous qui menons les combats terrestres contre Daech, et nous n'avons constaté aucun changement, surtout que la Turquie apporte toujours un soutien direct dans ces régions.

**Régis Le Sommier –** Le 14 juillet 2008, vous étiez à la tribune sur les Champs Élysés en marge du sommet de la Méditerranée. Aujourd'hui le gouvernement français vous considère comme un paria, comment vivez-vous cette situation ?

**Le président Al-Assad –** Les bonnes relations entre 2008 et 2011 n'étaient pas le résultat d'une initiative française. Il y a eu d'abord les Américains qui ont chargé l'administration française à l'époque de faire pression sur la Syrie au sujet de l'Iran. Il y a eu ensuite le Qatar qui poussait la France à améliorer ses relations avec la Syrie. Entretenir de bonnes relations avec nous, n'émanait donc pas d'une volonté indépendante de la France. Aujourd'hui, les choses n'ont pas changé. Hollande, comme Sarkozy, n'agit pas de son propre gré.

**Régis Le Sommier –** François Hollande continue de vous considérer comme un adversaire, est-ce que vous pensez qu'à un moment le contact pourra être renoué ?

**Le président Al-Assad –** Ce n'est pas une question de relations personnelles. D'ailleurs, je ne le connais même pas. Il s'agit de relations entre États et institutions, et dans l'intérêt des deux peuples. Nous traiterons avec tout responsable ou gouvernement français dans l'intérêt commun. Mais l'administration actuelle œuvre à l'encontre des intérêts de notre peuple et de ceux du peuple français. Je ne suis ni l'ennemi personnel ni le rival de Hollande. Je pense que c'est plutôt Daech qui est son rival, puisque leurs cotes de popularité sont très proches.

**Régis Le Sommier –** Oui ou non, y a-t-il aujourd'hui en Syrie des armes chimiques ?

**Le président Al-Assad –** Non, nous l'avons très clairement déclaré, et lorsque nous avons décidé de renoncer aux armes chimiques, c'était de manière définitive et totale.

**Régis Le Sommier –** Pourtant le secrétaire d'État américain John Kerry vous accuse d'avoir violé le traité en faisant usage de chlore. Est-ce vrai ?

**Le président Al-Assad –** Vous pouvez trouver du chlore dans n'importe quel foyer syrien. N'importe quelle faction peut l'utiliser. Mais nous, nous ne l'avons pas utilisé, car nous avons des armes conventionnelles plus efficaces que nous employons dans notre guerre contre les terroristes. Nous ne le cachons pas, car c'est notre droit. Ces accusations ne nous surprennent pas. D'ailleurs, depuis quand les Américains disent-ils la vérité à propos de la crise syrienne ? !

**Régis Le Sommier –** Avez-vous utilisé des armes chimiques ?

**Le président Al-Assad –** Nous n'avons pas utilisé ce genre d'armes, autrement il y aurait eu des dizaines, voire des centaines de milliers de morts, pas simplement 100 ou 200 personnes, comme on l'a dit l'année dernière, surtout dans des régions peuplées de centaines de milliers, voire de millions de Syriens.

**Régis Le Sommier –** À l'occasion de votre dernier séjour à Paris en novembre 2010, j'avais interviewé votre femme Asma. Est-ce que ça vous manque de ne plus pouvoir voyager hors de vos frontières ?

**Le président Al-Assad –** Je ne suis pas un amateur de voyage, et mes visites n'étaient pas pour faire du tourisme. Ce qui me manque vraiment, c'est la Syrie telle quelle était. Ce qui nous manque, bien sûr, c'est un monde différent où règnent des relations logiques et morales. Nous avions à l'époque de grands espoirs de développer notre région, de lui assurer une plus grande ouverture intellectuellement. Nous pensions que la France était, par son patrimoine culturel, la mieux placée pour jouer ce rôle avec la Syrie au Moyen-Orient.

**Régis Le Sommier –** Votre femme se voyait comme une ambassadrice de la modernité, comment vit-elle cette situation, maintenant qu'elle est recluse en Syrie ?

**Le président Al-Assad –** Comme tous les Syriens, comme moi, elle éprouve de la douleur en voyant la destruction et le sang versé. Nous avons de la peine de voir notre pays revenir des décennies en arrière, et devenir un foyer de terrorisme après avoir été parmi les cinq premiers pays sur le plan de la sécurité. Tous les deux, nous sommes navrés de voir l'Occident, qu'on croyait capable d'aider à l'ouverture et au développement, prendre la direction inverse. Pire encore, que ses alliés soient des pays moyenâgeux du Golfe, comme l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Régis Le Sommier – On vous décrit comme quelqu'un d'extrêmement proche de ses enfants, comment leur expliquez-vous ce qui se passe dans votre pays le soir en rentrant chez vous ?

**Le président Al-Assad –** Ce dialogue se déroule dans chaque foyer syrien. Le plus difficile est lorsqu'on a affaire avec des enfants dont la conscience sociale s'est formée durant la crise. Les deux principales questions qu'ils posent sont les suivantes : Comment des gens qui croient ou disent défendre Dieu et l'Islam peuvent-ils tuer et décapiter ? C'est une contradiction difficile à expliquer. Les enfants demandent aussi si ces gens-là savent qu'ils se trompent. La réponse est que certains le savent et exploitent la religion à des fins particulières ; d'autres sont des ignorants qui ne savent pas que la religion, c'est le bien, et non le meurtre. Ils nous posent une dernière question : « Pourquoi l'Occident nous attaque et soutient les terroristes ? ». Ils ne parlent évidemment pas de l'Occident en tant que tel, mais évoquent des pays précis comme les États-Unis, la France, la Grande Bretagne. « Pourquoi agissent-ils de la sorte ? Est-ce qu'on leur a fait du mal ? ». Nous leur expliquons alors que les peuples, c'est une chose, et les États, en sont une autre.

**Paris Match 6 décembre 2014**

**Repris par l'Agence syriennеd'information SANA**

# « Google nous espionne et en informe les Etats-Unis »

## Entretien exclusif avec Julian Assange

(2ème partie)

Par Ignacio Ramonet

**IR :** Il y a quelques mois, Eric Schmidt a visité Cuba [9]. Crois-tu que c'était également dans le cadre d'une « diplomatie occulte » ?

**JA :** Oui, je le crois.

**IR :** Penses-tu avoir commis une erreur en recevant Eric Schmidt et ses amis proches du gouvernement des Etats-Unis en 2011 ? As-tu péché par naïveté ?

**JA :** Ce sont des questions intéressantes. Depuis longtemps je suis habitué à rencontrer beaucoup de personnes de toute sorte. Par exemple, des journalistes avec des antécédents douteux. Mais je n'avais pas le temps d'évaluer les motivations qui les poussaient à venir me voir. J'ai donc abordé le rendez-vous avec Eric Schmidt et les trois personnes qui l'accompagnaient [Jared Cohen, Lisa Shields, Scott Malcomson] de la même façon que toujours. Evidemment, j'ai fait très attention à ne pas révéler des détails de nos opérations ni les noms des membres de mon équipe… Cette sorte de précautions… Si tu lis attentivement la transcription de notre conversation, tu constateras que je tente de dévier certaines questions trop intrusives d'Eric Schmidt. Par exemple, quand il me demande comment WikiLeaks se défendait techniquement à ce moment là… Au lieu de répondre, j'ai décrit comment WikiLeaks se défendait… longtemps auparavant ! Mais tu peux apprendre beaucoup sur une personne en discutant longuement avec elle. La visite d'Eric Schmidt et de ses trois accompagnateurs du Département d'Etat a duré plus de cinq heures… C'est un temps suffisamment long pour te faire une idée relativement précise sur la santé de quelqu'un, son état d'esprit, ce qui l'intéresse, ce qui le fait rire, etc. Bien sûr, maintenant j'aurais été un peu plus attentif, si j'avais connu le type d'information qu'Eric Schmidt allait transmettre directement au Département d'Etat… Mais cela dit, j'ai aussi obtenu les mêmes informations sur lui, j'ai appris qui était Schmidt, et je crois que les lecteurs, eux aussi, le perçoivent. Si l'on fait une analyse attentive des questions qu'ils m'ont posées, lui et les trois personnes qui l'accompagnaient, ce qui les a fait rire, la différence entre un vrai rire et un faux rire… on peut déduire certaines choses… Par exemple, il est très clair qu'Eric Schmidt voit la Chine comme un ennemi… Car quand j'ai fait de l'humour en racontant la façon dont WikiLeaks avait trompé la sécurité chinoise, le rire de Schmidt a été fort et spontané, tandis qu'à d'autres moments son rire sonnait faux…



De gauche à droite Julian Assange, une inconnue et Ignacio Ramonet

**IR :** As-tu été déçu en lisant la version tronquée de cette conversation que Schmidt donne dans son livre [10] ?

**JA :** J'ai été plus déçu par le livre de Schmidt en tant que livre. C'est cela qui m'a déçu. Mais il a été très intéressant de découvrir ce que le livre tentait d'être. Bien évidemment, moi aussi j'ai enregistré notre rencontre, j'ai eu l'expérience personnelle de savoir exactement ce que j'avais dit à Schmidt et ce qu'il en a reproduit dans son livre. J'ai ainsi vu ce qu'il tentait de faire. J'ai pu saisir l'objectif de Schmidt en analysant quelles étaient les parties de la conversation qu'il avait gardées, celles qu'il avait cachées et celles qu'il avait modifiées. Son but n'était pas de m'attaquer personnellement, même s'il a dit des choses blessantes. Ce qu'il a tenté de faire, c'est de placer Google

# Entretien avec Edward Snowden

(2ème partie)

Par Katrina vanden Heuvel et Stephen F. Cohen

**Briser le monopole américain sur Internet, oui… mais pour quoi faire…**

**The Nation :** Ce que vous dites nous conduit à nous demander si Internet augmente réellement la liberté d'expression, et donc la démocratie ? Peut-être au contraire alimente-t-il l'intrusion massive dans la vie privée, favorise-t-il les opinions sauvages et la désinformation ? Quels sont les impacts positifs et négatifs d'Internet pour le modèle de société que vous et The Nation voulez instaurer ?

**ES :** Je dirais que, en termes de progrès technologique et de communicationnel dans l'histoire de l'humanité, Internet est plus ou moins l'équivalent de la télépathie électronique. Nous pouvons maintenant communiquer en permanence grâce à nos magiques petits téléphones intelligents avec des gens qui sont n'importe où dans le monde. Nous pouvons le faire n'importe quand, en apprenant constamment ce qu'ils pensent, ce dont ils parlent, en échangeant des messages. Et c'est une nouvelle possibilité, quel que soit par ailleurs le contexte d'Internet. Lorsque les gens parlent de Web 2.0, ils veulent dire que lorsqu'Internet, le réseau mondial, est devenu populaire au début, il ne fonctionnait que dans un sens. Des gens publiaient des informations sur leurs sites. D'autres les lisaient. Mais il n'y avait pas vraiment d'aller retour autre que via le courrier électronique. Web 2.0 a été ce qu'on a appelé l'Internet collaboratif — Facebook, Twitter, les réseaux sociaux. Mais ce que nous voyons aujourd'hui, ou commençons à voir, c'est une atomisation de la communauté Internet. Auparavant, chacun ne visitait que quelques sites. Aujourd'hui, on a des quantités de boutiques. On trouve des petits sites dingues qui affrontent les géants des médias établis. Et de plus en plus, on voit des sites ultra-partisans qui attirent des lecteurs de plus en plus nombreux parce que les gens s'auto-sélectionnent pour faire partie de communautés. Je décris cela comme du tribalisme car ces communautés « hyper-lient » leurs membres. Le manque de civilité est un résultat de ces processus car c'est ainsi que fonctionnent les tribus Internet. Ce phénomène s'affirme de plus en plus dans les pratiques des campagnes électorales, qui deviennent de plus en plus délétères.

Tout ça est à la fois un bienfait et un fléau. C'est un bienfait parce que cela aide les gens à établir ce à quoi ils attachent de l'importance. Ils comprennent les idées auxquelles ils s'identifient. Le malheur est qu'ils ne trouvent pas de contradicteurs à leur point de vue. Internet devient une chambre d'enregistrement. Les utilisateurs ne voient pas les contre-arguments. Mais je pense que nous allons sortir de ce modèle, parce que les jeunes — ceux qui sont nés avec le numérique et qui passent leur vie sur Internet — sont saturés. C'est comme avec une mode, ça devient le signe d'un manque d'originalité. D'un autre côté, Internet est là pour répondre aux besoins d'information et de socialisation des gens. Nous sommes face au développement de cette forme de construction d'identité aujourd'hui parce que nous vivons une époque très conflictuelle. Nous traversons des temps de crise.



Edward Snowden

**The Nation :** Que pensez-vous qu'il sortira de ces temps de crise ?

**ES :** Regardez ce qu'ont été les réactions des gouvernements dits démocratiques aux révélations relatives à la surveillance l'an dernier. Aux États-Unis, on a eu un grand débat ; mais une paralysie des responsables politiques — parce que ce sont eux qui ont été pris la main dans le sac. Il y a pourtant

*Suite à la page (16)*

# Interview de Chelsea Manning, le lanceur d'alerte de Wikileaks

*Chelsea Manning purge une peine de 35 ans de prison pour avoir communiqué des informations confidentielles du gouvernement américain au site Internet Wikileaks. Depuis sa cellule du Kansas (États-Unis), Chelsea l'affirme : lorsqu'on a la possibilité de s'exprimer haut et fort contre l'injustice, on ne doit pas manquer cette occasion.*



**Chelsea Manning**

Amnesty International (AI) : Pourquoi avez-vous décidé de communiquer des documents sur les guerres d'Irak et d'Afghanistan ?

Chelsea Manning (CM) : Ces documents étaient importants parce qu'ils portaient sur deux conflits anti-insurrectionnels liés entre eux, racontés en temps réel sur le terrain. L'humanité n'avait jamais eu accès à des données aussi complètes et détaillées sur la réalité de la guerre moderne.

Quand on réalise que les coordonnées géographiques citées représentent un endroit qui existe et où vivent des gens, que les dates appartiennent à notre histoire récente, que les chiffres sont en fait des vies humaines – avec tout l'amour, l'espoir, les rêves, la haine, la peur et les cauchemars que cela implique –, il est difficile d'oublier l'importance de ces documents.

AI : Quelles conséquences pensiez-vous que cette décision pourrait avoir pour vous ?

CM : En 2010, j'étais beaucoup plus jeune. Les conséquences me semblaient très vagues. Je m'attendais au pire ; mais je ne me rendais pas vraiment compte de ce que cela pouvait impliquer.

Mais je m'attendais à être diabolisée et à ce que ma vie soit examinée et analysée dans les moindres détails pour retrouver toutes les fois où j'ai pu faire fausse route, tous mes défauts et toutes mes failles, et à ce qu'ils soient utilisés contre moi devant le tribunal de l'opinion publique. J'avais notamment peur que mon identité de genre soit utilisée contre moi.

AI : Comment avez-vous vécu le fait de voir le système judiciaire américain s'abattre de tout son poids sur vous et le fait d'être présentée comme un traître ?

CM : J'ai observé avec un grand intérêt la logistique déclenchée par les poursuites dont j'ai fait l'objet : les grosses sommes d'argent dépensées, les litres de carburant consommés, les kilomètres de papier imprimés, les longues listes de personnel de sécurité, d'avocats et d'experts. C'était parfois ridicule.

Ce qui me semblait particulièrement ridicule, c'était d'être présentée comme un traître par les représentants de l'accusation. Je les avais vus en dehors du tribunal pendant au moins 100 jours avant et pendant le procès ; et j'avais réussi à bien saisir qui ils étaient en tant que personnes. Je suis à peu près certaine qu'ils ont tout aussi bien saisi qui j'étais en tant que personne. Je reste convaincue que même les avocats dont la plaidoirie étayait l'accusation de trahison ne croyaient pas un mot de ce qu'ils disaient.

AI : Vous êtes considérée par beaucoup comme une lanceuse d'alerte. Pourquoi les lanceurs d'alerte sont-ils importants ?

CM : Dans un monde idéal, les gouvernements, les sociétés et les autres grandes institutions seraient par défaut transparents. Malheureusement, le monde n'est pas idéal. De nombreuses institutions ont amorcé un lent processus vers l'opacité, et il faut que les gens s'en rendent compte.

Je pense que le terme « lanceur d'alerte » a une connotation largement négative pour les gouvernements et les entreprises, et qu'il est associé à « mouchard » ou « balance ». Il faut trouver un moyen d'y remédier. Très souvent, les mesures qui sont censées protéger ces personnes sont en fait utilisées pour les discréditer.

AI : Que diriez-vous à quelqu'un qui a peur de dénoncer l'injustice ?

CM : D'abord, j'aimerais souligner que la vie est précieuse. En Irak, en 2009-2010, la vie ne valait pas grand-chose. Il m'était devenu insupportable de voir le nombre de personnes qui souffraient et qui mouraient et de constater l'indifférence que tous ceux qui m'entouraient, y compris les Irakiens eux-mêmes, avaient appris à éprouver. Cela a vraiment changé ma façon de voir la vie, et j'ai pris conscience que même si dénoncer les injustices engendre des risques, ils valent la peine d'être courus.

Ensuite, dans la vie, on a rarement l'occasion de pouvoir faire effectivement changer les choses. De temps à autre, on peut se trouver face à un choix important. A-t-on vraiment envie de se retrouver, 10 ou 20 ans plus tard, à se demander ce qu'on aurait pu faire de plus ? Je ne voulais pas que ce genre de questions me hante.

AI : Pourquoi avez-vous choisi cette œuvre en particulier pour vous représenter ?

CM : C'est la représentation la plus fidèle de ce à quoi je pourrais ressembler, si j'étais autorisée à me présenter et à m'exprimer comme je l'entends.

Même après avoir révélé, en 2013, que je suis transgenre, je n'ai pas pu m'exprimer en tant que femme en public. J'ai donc travaillé avec Alicia Neal, une artiste californienne, pour qu'elle dessine un portrait réaliste qui représente de façon plus exacte ce que je suis.

Malheureusement, en raison des règles actuelles des centres de détention militaires, il est très peu probable que je puisse être prise en photo avant ma libération, c'est-à-dire probablement pas avant 20 ans, même en cas de libération conditionnelle ou de grâce.

**Amnesty International**
**10 décembre 2014**

# Entretien avec Hector Igarza, Ambassadeur de Cuba à Paris

Par Rémy HERRERA

*L'Ambassadeur de Cuba à Paris, qui fut longtemps en poste en Afrique, revient sur l'envoi de médecins cubains contre l'épidémie d'ébola, sur les liens de Cuba avec le continent africain…*

**Rémy HERRERA (RH) :** M. l'Ambassadeur, vous connaissez bien l'Afrique. Avant de représenter la République de Cuba à Paris, vous avez durant longtemps exercé vos responsabilités sur le continent africain…

**Hector Igarza (HI) :** Oui, j'ai été en poste au Gabon, au Mozambique, au Zimbabwe, à la Zambie, au Liberia, avant de venir à Paris, en République démocratique du Congo. Lorsque je n'étais pas en Afrique, je travaillais à la direction Afrique du ministère des Affaires étrangères à La Havane. Avant de venir à Paris, j'étais directeur de l'Afrique subsaharienne dans ce ministère.

**RH :** Nous sommes nombreux à avoir été impressionnés par l'envoi par Cuba d'équipes médicales pour lutter contre l'épidémie d'ébola qui sévit dans plusieurs pays de l'Afrique occidentale…

**HI :** C'est une bonne chose que les médias internationaux aient informé le public du fait que Cuba a répondu aux sollicitudes de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation des Nations unies par l'envoi d'équipes médicales pour lutter contre l'épidémie d'ébola. Pourtant, la plupart d'entre eux n'ont pas mentionné que, pour Cuba, ce n'est pas un fait nouveau. Cette décision de lutter contre l'épidémie d'ébola n'est que la continuation de la coopération médicale menée par Cuba en Afrique, en accord avec les pays africains. Au total, depuis le début de la révolution [1959], 76 000 médecins et infirmiers cubains, hommes et femmes, ont participé à des missions de santé dans 39 pays africains. Et la toute première fois, ce fut en Algérie. Aujourd'hui même, ce sont plus de 4 000 professionnels cubains de la santé qui effectuent des missions dans 32 pays du continent africain. Ajouté à ceci, sur la même période, 3 392 médecins africains, originaires de 45 pays différents, ont été formés à Cuba.

**RH :** Ce sont les étudiants africains qui ont payé leurs formations ? Ou bien les États africains ?

**HI :** Non, ni l'un ni l'autre. Ces formations à Cuba ont été totalement gratuites pour les Africains. Elles ont été financées par des bourses d'études accordées par Cuba.

**RH :** De manière générale, où les équipes de médecins cubains exercent-ils en Afrique ?

**HI :** Le plus souvent, ces brigades médicales exercent en zone rurale. Il y en a quelques-unes en ville, dans des quartiers défavorisés, mais la plupart d'entre elles sont disséminées à la campagne, jusque dans des régions très reculées où, en général, les médecins du pays ne vont pas. C'est le cas, par exemple, au Ghana, en Éthiopie, en Érythrée, en Tanzanie, au Burundi, au Gabon, en Angola, au Mozambique, au Botswana, au Lesotho, au Swaziland, en Afrique du Sud… C'était le cas au Mali, jusqu'aux récents événements qui nous ont contraints à retirer nos équipes médicales, lesquelles comptaient 120 personnes, et étaient présentes partout, même dans les territoires touaregs où nous n'avons jamais eu le moindre problème, où nous avons toujours été bien reçus par les populations locales. En plus des brigades médicales, nous formons également sur place du personnel dans des facultés de médecine : en Guinée-Bissau, en Érythrée… En Gambie, on peut dire que c'est le système de santé publique qui est garanti par des Cubains. Souvent, les pays envoient de l'aide dans leurs ex-colonies : la France en Guinée, la Grande-Bretagne au Sierra Leone, les États-Unis au Liberia… Avec nous, c'est différent ; et en plus, on ne parle pas l'espagnol dans les pays où nos médecins arrivent…

**RH :** Pouvez-vous nous donner des informations au sujet de vos équipes qui luttent contre ébola ?

**HI :** À la mi-novembre 2014, pour ce qui est des professionnels de santé cubains spécialement en charge de lutter contre l'épidémie d'ébola, 165 sont déjà au travail en Sierra Leone, 50 au Liberia et 35 en Guinée (Conakry). Très prochainement, 15 autres seront envoyés en Guinée-Bissau à titre préventif. À Cuba, le système de santé tout entier est fondé sur la prévention. La stratégie adoptée a donc été de lutter contre cette épidémie à la fois directement, sur le terrain, et aussi de manière préventive, avec une formation de personnel médical qui doit se tenir prêt à faire face à la maladie dans l'éventualité où elle s'étendrait encore. À l'heure actuelle, d'autres Cubains sont en train de se préparer pour relayer les équipes déjà sur place, soit pour soigner les malades, soit pour former des confrères africains.

**RH :** Comment ont été choisis ces médecins et infirmiers cubains partis pour effectuer cette mission extrêmement dangereuse ? Ont-ils, ont-elles été désigné(e)s ?

**HI :** Toutes celles et tous ceux qui sont aujourd'hui en Afrique ont été volontaires. Pour constituer ces brigades de professionnels spécialisés dans la lutte contre ébola, un appel a été lancé à Cuba. Résultat : 15 000 Cubains et Cubaines ont répondu qu'ils se porteraient volontaires. Celles et ceux qui sont partis-es ont été sélectionnés-ées parmi ces 15 000. Il faut ajouter que Cuba dispose d'une brigade spécialisée dans les interventions médicales en cas de catastrophes naturelles, la brigade "Henry Reeve" [du nom d'un combattant étasunien, général de la première guerre d'indépendance de Cuba, mort en 1876 à 27 ans] dont les membres se tiennent en permanence prêts à partir vers un théâtre d'opération, si nécessaire. Cette brigade a par le passé effectué plusieurs missions en Afrique, mais aussi au Pakistan et en Haïti.



L'Ambassadeur de Cuba à Paris Hector Igarza

**RH :** Y a-t-il des actions prises au niveau de l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les Amériques) ?

**HI :** Oui. Lors du sommet de l'ALBA du 20 octobre dernier, il a été décidé que les pays membres [Cuba, Venezuela, Bolivie, Équateur, Nicaragua, Dominique, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Antigua-et-Barbuda] répondraient positivement aux demandes de l'OMS et de l'ONU en envoyant des ressources financières et humaines, mais aussi en se préparant, dans chaque pays, à faire face à un éventuel état de crise sanitaire. Des professionnels cubains sont actuellement à l'œuvre pour former des équipes de spécialistes bien préparés, notamment au Mexique, en Bolivie, au Nicaragua… Les 29 et 30 octobre 2014 s'est tenue à La Havane une rencontre de scientifiques des pays de l'ALBA et de la CELAC (Communauté d'États latino-américains et caraïbes), à laquelle ont été conviés plusieurs spécialistes originaires de la région, mais aussi du Canada et des États-Unis, travaillant en particulier pour les Centers for Disease Control and Prevention (CDC).

**RH :** Quelles sont, à Cuba, les réactions à cette décision d'envoyer tant de personnel contre ébola ?

**HI :** Bien sûr, des gens sont inquiets, notamment dans l'entourage de celles et de ceux qui sont en mission, et c'est normal, compte tenu des risques encourus. Fidel [Castro] a dit qu'il est plus difficile d'envoyer des médecins lutter contre une maladie si dangereuse qu'une armée de soldats combattre à l'étranger. Comme on le sait, le président étasunien Barack Obama a, quant à lui, préféré d'envoyer 3 000 soldats en Afrique…

**RH :** Venons-en à l'embargo étasunien, contre lequel 188 États de l'ONU (mais pas les États-Unis, ni Israël) viennent de se prononcer le 28 octobre dernier, un embargo… ou doit-on dire blocus ?

**HI :** Nous, nous parlons plutôt de blocus. Un embargo est décidé par un pays qui interdit bilatéralement tout échange de ses ressortissants avec un autre pays. Il y a blocus quand le pays qui a imposé une telle interdiction exige en plus des pays tiers qu'ils le suivent dans l'application de cette mesure, et les sanctionne les cas échéant s'ils ne se plient pas à sa décision. C'est précisément ce dont il s'agit avec les lois étasuniennes Torricelli [1992] et Helms-Burton [1996], dont l'extraterritorialité vise à frapper non seulement Cuba, mais aussi les autres pays du monde. Nous avons affaire à un blocus.

**RH :** Que dire de la banque BNP-Paribas, qui vient d'être condamnée par un tribunal étatsunien à verser une amende de près de 9 milliards de dollars pour avoir réalisé des opérations avec Cuba ? Et de la société Alstom, dont les activités d'énergie sont reprises par General Electric ?

**HI :** Si les États-Unis sont capables de sanctionner de la sorte un allié, nous, Cubains, qui ne sommes pas leurs alliés, n'attendons pas qu'ils nous traitent mieux. C'est aux Français, non pas à nous, de dire comment la France doit évaluer cette sanction. De même que ce n'est pas à nous de dire si l'achat de la société française Alstom, qui fabrique les turbines des centrales nucléaires françaises, et gère aussi l'une des plus grandes centrales électriques de Cuba [à Matanzas], par la société étasunienne General Electric, affecte ou non la souveraineté énergétique de la France. C'est aux Français de le faire. Nous, nous avons l'habitude de chercher des solutions par nous-mêmes. Si Alstom se voit dans l'incapacité d'honorer ses contrats à l'égard de Cuba, nous chercherons d'autres solutions, et nous les trouverons.

**RH :** Y a-t-il une chance pour que les mesures étasuniennes dirigées contre Cuba soient levées avant la fin de la deuxième mandature du président Obama ?

**HI :** C'est peu probable, notamment parce que, depuis une décision du président Clinton prise en 1996, lorsqu'il approuva la loi Helms-Burton, la levée du blocus contre Cuba relève désormais du Congrès étasunien, et non plus du seul président des États-Unis. Cela ne signifie pas, bien sûr, que le président Obama ne peut rien faire. Il pourrait, par le biais d'ordres présidentiels, par exemple, prendre une série de mesures positives, permettant de rendre presque inopérant le blocus et d'améliorer sensiblement les relations entre les États-Unis et Cuba.

**RH :** L'amélioration de ces relations pourrait passer par une libération des cinq… ?

**HI :** Oui. Des cinq héros cubains anti-terroristes injustement condamnés aux États-Unis, trois demeurent encore emprisonnés [Gerardo Hernandez, Antonio Guerrero, Ramon Labañino]. Certains, notamment au New York Times, ont proposé un échange de prisonniers : nos trois compatriotes contre Alan Gross, citoyen étasunien arrêté en 2009 à Cuba pour avoir organisé, pour le compte de l'USAID, des réseaux clandestins de communication sur l'île. Nous sommes ouverts à une telle proposition.

**RH :** Qu'en est-il de la situation interne à Cuba ? Des changements importants ont récemment été adoptés au niveau économique. Quels en sont les objectifs ? Est-ce un abandon du socialisme ?

**HI :** Les objectifs sont clairs : il s'agit de promouvoir un socialisme qui soit à la fois prospère et soutenable. Pour comprendre ces évolutions, il faut rappeler que le contexte international de notre pays a changé. Cuba a souffert d'un double blocus : celui imposé par les États-Unis et celui qui a résulté de la fin du bloc socialiste européen – à la suite de quoi nous avons vu nos échanges extérieurs se réduire de 85 %. La crise financière actuelle traversée par le système mondial aggrave encore les difficultés ; d'autant que Cuba n'est pas dotée de ressources naturelles abondantes. Nous avons donc besoin de capitaux extérieurs et de technologies avancées pour que notre processus de développement réalise un saut qualitatif. Cela exigerait un taux de croissance de notre production intérieure d'au moins 6 % par an, et donc une augmentation de la productivité ainsi qu'un essor des forces productives.

**RH :** C'est pour cela que la loi sur les investissements étrangers a été récemment modifiée ?

**HI :** Oui, cette loi a été rendue plus attractive, de façon à attirer les investisseurs étrangers désireux de travailler avec Cuba. Nous espérons atteindre dans un très proche avenir les 2,5 milliards de dollars d'investissements directs étrangers dans notre pays. Mais la souveraineté de Cuba n'est pas à vendre. La propriété restera majoritairement cubaine, même si les formes d'association permettent d'accroître la participation étrangère dans les diverses industries, y compris dans l'industrie sucrière.

**RH :** Tous les secteurs sont-ils ouverts à ces investisseurs étrangers ?

**HI :** Tous, sauf les secteurs de la défense, de la santé et de l'éducation. La terre n'est pas à vendre non plus. Nous avons défini un certain nombre de secteurs prioritaires pour cette coopération, notamment ceux de l'agro-alimentaire, de l'énergie – dans le but de promouvoir les sources d'énergie renouvelables et propres, au détriment du pétrole –, mais aussi des transports, de la construction, ou encore ceux des biotechnologies, de la vente de services médicaux (le Brésil, par exemple, paie à Cuba les services de plus de 11 000 professionnels de la santé cubains travaillant sur son sol)… Le tourisme est également prioritaire pour nous, et nous pensons bientôt dépasser les trois millions de visiteurs par an.

**RH :** Si le capital étranger accroît sa participation dans l'économie cubaine, les réformes actuelles n'entraîneront-elles pas, par voie de conséquence, un recul des droits des travailleurs cubains ?

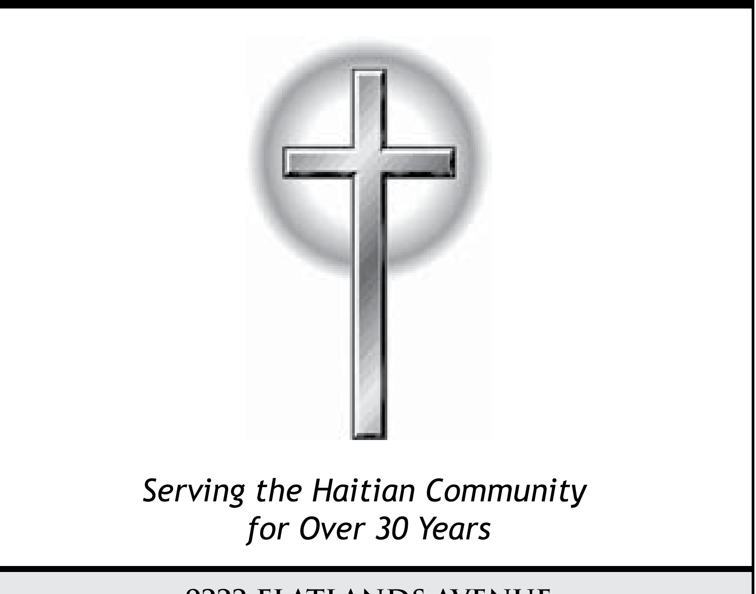
**HI :** Non, car demeurera en place le dispositif des agences de recrutement cubaines. Ce sont elles, et non pas les firmes étrangères, qui se chargent de recruter le personnel cubain employé dans les unités de production associées au capital étranger opérant sur le territoire cubain ; elles aussi qui garantissent que les droits des travailleurs cubains soient respectés, en matière d'accès à la sécurité sociale, à la retraite, à de bonnes conditions de travail. Nous, nous ne parlons pas de "réformes" : ce terme a été utilisé dans le passé, en Europe, pour changer de système et tourner le dos au socialisme. Nous parlons quant à nous d'"actualisation du système socialiste", de mise à jour, sans changement de cap.

**RH :** Est-il prévu de mettre un terme à la dualité monétaire peso cubain – peso convertible ?

**HI :** Tout à fait. Il a été décidé récemment que le peso convertible serait éliminé et que ne subsisterait que le peso cubain. Le système de double monnaie, très complexe, amène trop de contradictions dans notre économie. Des changements fondamentaux sont donc actuellement en cours de façon à unifier notre système monétaire, sans affecter la situation de la population cubaine ni altérer la confiance des investisseurs étrangers. Il n'est évidemment pas prévu que des banques deviennent privées à Cuba.

*A suivre*





Suite de la page (4)

semaine dernière en Floride, a vanté les mérites de Laurent Lamothe, lequel, selon lui, aurait attiré le plus d'investissements en Haiti.

Pour les Haïtiens qui vivent de près la réalité au quotidien et qui font face à une situation économique chaotique ces trois dernières années, il s'agit d'une déclaration immorale et provocatrice de la part d'un ancien président de l'une des superpuissances mondiales qui feint d'ignorer la vraie réalité au profit de ses intérêts propres et de son clan. Et finalement quel sera le bénéfice d'une telle démission de Monsieur Lamothe qui s'est accroché à la Primature depuis le courant de 2012, en dépit de ses maigres performances au Sénat de la République en deux fois?

Pourtant, le Premier Ministre qui a rendu le tablier officiellement dans une adresse le samedi 13 décembre, se décerne un net satisfecit de ses réalisations pendant son passage à la Primature. «Je quitte le poste de Premier Ministre avec le sentiment du devoir accompli», s'est exclamé Mr. Lamothe avec beaucoup de nostalgie dans sa voix et de déception sur son visage. «Le pouvoir corrompt». Et de fait, il s'est révélé à la fois un corrompu et un corrupteur, selon des sources parlementaires proches de l'opposition. D'ailleurs, des parlementaires proches du Palais National et/ou de la Primature ont apporté leur appui à M. Lamothe bien avant sa démission qui a été reçue par le président de la République. D'ailleurs, lors de la cérémonie officielle au Palais National pour recevoir le rapport de la Commission Consultative formée par arrêté présidentiel en date du 28 novembre 2014, M. Martelly avait évoqué l'idée de la démission de son premier Ministre dans le cadre des conclusions de ladite Commission.

Cependant, le sénateur du plateau central, Francisco de Lacruz, élu sous la bannière de l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL), a révélé que Laurent Lamothe avait déjà remis sa démission depuis le mois d'Octobre. Selon le parlementaire, M. Lamothe avait même pris un arrêté publié dans le journal officiel de la République, Le Moniteur, dans lequel il avait désigné le secrétaire général de la primature au poste de premier ministre par intérim pour le remplacer. Tout cela s'est passé sans que le pays en fut informé. Cette révélation du sénateur de Lacruz a de quoi jeter de l'huile sur le feu dans un pays où le régime « Tèt Kale » (Crâne rasé) devient de plus en plus impopulaire et fait face à une contestation populaire grandissante. Cette information va probablement soulever la colère des manifestants anti-gouvernementaux qui ont toujours accusé le régime en place de violer la Constitution.

Véritable marché de dupe! Justement, le rapport de la Commission Consultative présidée par le Dr. Reginald Boulos avait réclamé notamment la démission du premier Ministre et de l'ensemble de son gouvernement, du président du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ), Me Arnel Alexis Joseph, de la totalité des membres du Conseil Electoral et la libération des prisonniers politiques. Il est clair que les onze membres formant cette Commission présidentielle ont conforté le président dans ses démarches pour reprendre du poil de la bête après avoir été malmené par l'opposition démocratique. Mr. Martelly en sort gagnant après avoir violé à maintes reprises la Constitution de 1987 pour n'avoir pas organisé les élections séquentielles pour renouveler les deux tiers du Sénat, la totalité de la Chambre des Députes, les Municipalités et les locales.

En clair, M. Martelly tenant compte des conclusions du travail de la Commission Consultative, va bénéficier de son propre fouillis après avoir démantelé les institutions républicaines et démocratiques. Il aura la possibilité de choisir un autre Premier Ministre pour former un gouvernement garantissant les intérêts de l'oligarchie, d'organiser des élections-sélections conformes aux vœux d'une certaine communauté internationale en 2015. Il continuera ainsi à dilapider les caisses publiques. Selon le député de Gros-Morne (Artibonite) Fritz Chéry, partisan zélé du régime en place, "Le rapport consacre la caducité du Parlement et signifierait au président qu'il n'est plus nécessaire qu'il se rende devant l'Assemblée Nationale pour l'exposé général de la situation du pays". Le député de Léogane, Danton Leger, va plus loin et ceci avec beaucoup de sagacité en déclarant que "les Parlementaires ne partiront pas en 2015 sans Michel Martelly". Sur les ondes de Radio Caraïbes, lors de l'émission "Ranmase" le samedi 13 décembre, le député Danton Leger s'est dit prêt à "faire le sacrifice pour sauver le pays à condition que le président de la République en fasse autant."

Evans Paul, conseillé de l'organisation Konvansyon Inite Demokratik » (Convention de l'Unité Démocratique) un adepte fidèle de Martelly et qui a participé aux pourparlers d'El Rancho, est encore aux anges pour avoir été appelé par le Chef de l'Etat pour adjoindre la Commission Consultative. Jouant le rôle de rapporteur au sein de la Commission Consultative, Evans Paul croit que le président haïtien s'est révélé "grand" en acceptant de faire des sacrifices dans le cadre des conclusions du rapport de ladite Commission. M. Paul qui était l'invité du jour sur Radio Vision 2000 le lundi 15 décembre en a profité pour envoyer beaucoup de fleurs au Président sans pour autant faire allusion aux masses rurales et des bidonvilles qui croupissent dans la crasse et la misère abjecte ; celles et ceux-là qui manifestent quasi-quotidiennement leur ras-le-bol dans les rues de la capitale et des villes de province…

La série de manifestations enclenchées par l'opposition démocratique pour réclamer le départ du président Martelly continue de faire recette, en dépit des concessions de taille que celui-ci a décidées de faire pour tenter de sauver son régime vraiment en perte de vitesse. Même la dernière tentative de l'Ambassadeur américain en Haïti, Pamela White pour essayer d'adoucir l'opposition démocratique à travers une rencontre au local de la Fusion des Socio-démocrates, a échoué pour avoir trop longtemps épousé aveuglement le régime de Martelly éclaboussé par de nombreux scandales de blanchiment d'argent, de trafic illicite de la drogue, d'arrestations arbitraires d'opposants politiques, de violations flagrantes des droits humains et autres. Dans la foulée, le Conseiller au Département d'Etat, l'Ambassadeur Thomas A. Shannon, a effectué du 10 au 12 décembre dernier une visite en Haïti sur demande, dit-on, du Secrétaire d'Etat Américain John Kerry. Il a pu rencontrer le Président et le Premier Ministre haïtiens, des leaders politiques de tous bords et des membres de la Communauté internationale. Rien n'a filtré de cette rencontre, sinon un communiqué laconique de l'Ambassade américaine en Haïti en ces termes: "Le Conseiller Shannon a été impressionné par le progrès réalisé depuis sa dernière visite, et a été particulièrement heureux de constater des avancées dans un dialogue politique dirigé par des Haïtiens".

Entre temps la crise persiste en dépit des manœuvres diplomatiques pour y trouver une solution acceptable. Les deux parties - l'Exécutif et l'Opposition- campent sur leurs positions. Entretemps, des manifestations de rue se multiplient à l'approche des fêtes de fin d'année et du Nouvel An sur fond de crise économique aigue. L'éclairci politique n'est pas pour demain. Et le pays risque de sombrer dans le chaos inévitable à mesure que la date fatidique du 12 janvier 2015 s'approche. A ce moment-là, le Parlement sera totalement dysfonctionnel, le Gouvernement déjà démissionnaire restera-t-il indéfiniment en place pour liquider les affaires courantes de la République? Et qui des deux assurera cette gestion temporaire, Laurent Lamothe ou celui qu'il a désigné illégalement?

**Jacques Kolo Pierre**

Suite de la page (9 )

would always be part of the solution to Haiti's problems," Lamothe said. "Being Prime Minister for 31 months, actually the longest serving Prime Minister, it was never about, you know, myself, it was always about Haiti and about the country moving forward."

(One of the gems of the interview came from the Bloomberg interviewer herself who asked: "The fact that the opposition party, just as you said, will never want to see the government succeed, why don't we focus on that? Shouldn't that be a reason to nullify this opposition party? Because you need a strong government...")

"Lamothe was in fact one of the links in the chain of catastrophes which have battered the country since May 14, 2011," when Martelly was inaugurated, wrote Berthony Dupont in *Haïti Liberté*'s editorial this week. "But nothing has really been accomplished as long as Martelly remains in power."

Suite de la page (4) Les Câbles..

président Aristide en exil de 1991 à 1994, pour finalement devenir le candidat présidentiel de la faction «modérée de Lavalas » en 2006.

«La clé de la victoire Bazin, selon Hériveaux, ce sera son succès dans le Nord et à Port-au-Prince», a rapporté Carney. «Néanmoins, Gilles a dit qu»un deuxième tour opposant Bazin et Siméus leur convient, et qu'un président Bazin assorti d'un Premier ministre Siméus serait une bonne chose pour Haïti. » (Dumas Siméus était un millionnaire conservateur, homme d'affaires haïtiano-américain vivant au Texas, qui en 2005 était le candidat à la présidence favori de Washington, surtout parce qu'il était citoyen américain. Ce statut-là a entraîné sa disqualification de la course électorale de 2006 parce que la Constitution haïtienne de 1987 ne permettait pas à des citoyens détenteurs d'une double nationalité de briguer une haute fonction gouvernementale.)

Néanmoins, Hériveaux s'inquiéta de ce que le Conseil électoral provisoire (CEP) pût truquer le vote en faveur du parti social-démocrate Fusion, et «Hériveaux a imploré Polcouns d'être vigilant par rapport au CEP», a écrit Carney.

Étonnamment, Hériveaux et les Lavalas «modérés» suppliaient l›ambassade américaine de surveiller les élections haïtiennes, pourtant du ressort souverain des Haïtiens. Ce petit épisode, révélateur, augurait beaucoup de l'avenir de Rudy Hériveaux.

**(À suivre)**

Suite de la page (6)

chante "Ayiti se" (Michael Benjamin), Cho tanbou (Atelye Tanbou Literè), Powèm Moriso Lewa, "Christian Beaulieu O" Jacques Adler Jean Pierre, Dans, Twoup Lyne Williams Rouzier

**Men Lis Akademisyen yo :**

Pou listwa ak pou memwa Men lis yo : Nicolas ANDRE, Lengwis, Créole Trans, Emmanuel M.BAZILE, Edikatè, Ministè Edikasyon Nasyonal ak Fòmasyon Pwofesyonèl, Max Gesner BEAUVOIR, Antwopològ, Konfederasyon Nasyonal Vodouyizan Ayisyen, André Serge BELLEGARDE, Tradiktè, Invèsite Notre Dam d Ayiti, Jean Grégory CALIXTE, Lengwis, Sekretè Leta pou Alfabetizasyon, Adeline Magloire CHANCY, Edikatris, Sosyete Animasyon Kominikasyon Sosyal, Jacques Philippe Christophe CHARLES, Pwofesè,

Tanbou-literè, Pierre Michel CHERY, Jesyonè, Sosyete Animasyon Kominikasyon Sosyal, Michel Frederic DEGRAFF, Lengwis-pwofesè, Invèsite Karayib, Fritz DESHOMMES, Ekonomis-pwofesè, Invèsite Leta d Ayiti, Rogeda Dorcé DORCIL, Lengwis-pwofesè, Fakilte Lengwistik Aplike, Wilner DORLUS, Lengwis-pwofesè, Sosyete Animasyon Kominikasyon Sosyal, Marie Rodny Laurent ESTEUS, Edikatris-Tradiktè, Créole Trans, Odette Roy FOMBRUN, Edikatris, Gwoup Refleksyon ak Aksyon pou yon Ayiti tou Nèf,

Michel Frantz GRANDOIT, Pè katolik-pwofesè, Sekretè Leta pou Alfabetizasyon, Michel Ange HYPPOLITE, Pwofesè, GRAHN/ Sosyete Koukouy, Gesner JEAN PAUL, Pwofesè, Fakilte Lengwistik Aplike, Jean Pauris JEAN-BAPTISTE, Pastè-lengwis, Ministè Kilti, Samuel JEAN-BAPTISTE, Edikatè, Kopivit-Laksyon Sosyal, Marky JEAN-PIERRE, Pwofesè, Ministè Edikasyon Nasyonal ak Fòmasyon Pwofesyonèl , Joseph Sauveur JOSEPH, Lengwis-pwofesè, Sant Na Rive, Rochambeau LAINY, Pwofesè, Sikopedagòg, Fakilte Lengwistik, Frenand LEGER, Pwofesè, Sosyete Animasyon Kominikasyon Sosyal (SAKS), Jacques Max MANIGAT, Pwofesè, Sosyete Koukouy , Guy Gérald MENARD, Pwofesè, Fondasyon Anne Marie Morisset/ Invèsite Leta d Ayiti 26.

Claude PIERRE, Pwofesè-ekriven, Ministè Kilti/ Jounal Bòn Nouvèl, Pierre-André PIERRE, Monseyè-pwofesè, Komisyon Episkopal pou Tradiksyon Bib la, Christian Emmanuel PLANCHER, Pè legliz katolik, Jounal Bon Nouvèl, Marie Marcelle Buteau RACINE, Pwofesè, CRESFED, Clotaire SAINT-NATUS, Sosyològ-edikatè, Fondasyon Moris Sixto, Joachim Gérard Marie TARDIEU, Edikatè, Kopivit Laksyon Sosyal, Marie Jocelyne TROUILLOT, Pwofesè, Tabou Literè/ Invèsite Karayib, Féquière VILSAINT, Biyolojis-editè, Educa-Vision.

J. Fatal Piard

Suite de la page (3)

de bouclier au Président de la République par peur du grand chamboulement, ce que les Haïtiens appellent « Rache manyòk ». Certes, les ennemis du Premier ministre au Palais national se réjouissent de cette mise à pied dans le cadre d'un compromis conjoncturel, histoire de sauver les meubles de la République. N'empêche que l'intéressé et ses partisans n'entendaient pas lâcher prise sans rien obtenir en échange. Car, il y a la présidentielle de 2015 en perspective quoique quasiment compromise vu le contexte dans lequel le futur-ex-Premier ministre va laisser la Primature.

Sans compter d'autres problèmes annexes relatifs à son passage à la tête du gouvernement qui viendront se greffer certainement à un désert politique qui ne tarderait pas de l'entourer. En tout cas, il n'y a point de miracle. L'ancien Président américain, Bill Clinton, malgré un soutien appuyé et sans équivoque, n'a pu le sauver du naufrage Martelly. Laurent Lamothe, en tant que Premier ministre, c'est du passé depuis sa démission officielle dans la soirée du samedi 13 décembre 2014. La vie politique est ainsi faite. En Haïti encore plus. Nous disons que les Commissaires, même s'ils ont été contestés pour la plupart, en dehors qu'ils n'ont pas demandé la démission du chef de l'Etat, ce que l'on peut comprendre vu que c'est lui qui les avait nommés, ont quand même reconnu que certains amis du Président ne lui ont pas facilité la tâche. C'est le cas du Président du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ), le troublant Président de la Cour de cassation, Me Anel Alexis Joseph.

En recommandant le départ de ce magistrat à la tête de la CSPJ comme l'une des solutions à la crise, la commission rend un double service au Président Martelly qui, par amitié ou lâcheté, n'a jamais voulu demander à ce haut fonctionnaire, contesté par tous, de démissionner de son poste. D'une part, il va se servir du Rapport pour se débarrasser d'un boulet et d'autre part il sautera sur l'occasion pour donner raison aux Parlementaires qui lui réclamaient la tête de ce magistrat contesté. D'ailleurs, en maintes fois, le Sénat, l'opposition, le corps des avocats et d'autres corporations des droits humains ont fait ressortir avec preuves et arguments irréfutables que le Président du CSPJ demeure préjudiciable pour l'institution judiciaire et, au-delà, pour d'autres institutions du pays, entre autres, le Conseil Electoral Provisoire (CEP).

Faut-il le rappeler, Me Anel Alexis Joseph est contesté au sein même de son bureau par ses propres collègues du CSPJ, ne ratant aucune occasion pour dénoncer publiquement ce personnage devenu encombrant pour le bon fonctionnement et l'image du CSPJ. Vendredi soir, lors de son intervention sur le Rapport de la commission, en disant qu'il allait en respecter toutes les recommandations, le Président Martelly a compris que malgré lui, il allait falloir sacrifier deux des plus proches et fidèles amis du système Martelly : Laurent Lamothe et Anel Alexis Joseph, devenus pour lui de vrais fardeaux dans une lutte qui le dépasse. Pour comprendre combien qu'il était difficile pour la présidence de la République d'appliquer la totalité des recommandations de cette deuxième synthèse, il faut mesurer le délai de 72 heures de réflexion qu'il s'est donné avant de s'adresser à la nation et surtout attendre le lundi 15 décembre pour commencer à s'asseoir avec les acteurs concernés par les recommandations avant de savoir vraiment ce qu'il devait faire. La question que l'on peut se poser, pourquoi tout ce délai ? Pourquoi attendre avant d'entrer dans les faits ? C'est comme si le Président, sous la pression de l'opposition, de Washington, de Paris, d'Ottawa et de l'ONU avait le choix de ses décisions. Or, il n'y a pas trente six moyens. Comme disent les Haïtiens « *pa gen wout pa bwa* ». Il faut se décider.

Tout ce temps que le Président Martelly s'est donné à la « réflexion » démontre, en fait, que lui aussi a été surpris de l'outrecuidance des Commissaires, de la brutalité des recommandations et du poids des personnalités, entre autres des amis, dont il faut se défaire en un laps de temps. D'où les difficultés de prendre des décisions qui peuvent se révéler plus tard périlleuses pour lui. En effet, s'il a sauvé sa tête dans le Rapport, n'empêche qu'il a eu chaud. Car, dans ce jeu de chaise musicale, le Président Martelly pourrait se retrouver dans une situation plus inconfortable pour la suite des évènements ou de son quinquennat, suivant la nature de l'accord qui va être trouvé pour nommer un successeur à Laurent Lamothe comme nouveau chef de gouvernement. D'une façon ou d'une autre, le Président Martelly entamera cette dernière partie de sa présidence en position de faiblesse.

Il suffirait qu'il tombe sur un Premier ministre qui saura se comporter en véritable chef de gouvernement dans une crise dont le responsable n'est autre que le Président de la République pour que la Primature reprenne son autonomie comme il en fut sous le tandem Gérard Latortue/Boniface Alexandre. Dans la situation où nous sommes, aucun Premier ministre de compromis ne devrait et ne pourrait se comporter comme s'il était l'émanation du Palais national. Certes, il serait un chef de gouvernement de consensus faisant suite à d'âpres négociations entre la présidence, l'opposition, la Société civile et bien entendu la Communauté internationale qu'il ne faut certainement pas oublier du fait que le pays demeure, qu'on le veuille ou non, sous le contrôle des principales capitales étrangères.

En clair, le Président Michel Martelly devrait se retrouver presqu'à nu tout au moins à la limite des prérogatives constitutionnelles. Sauf si le futur patron de la Primature ne saurait se comporter en homme politique responsable face à une crise dont il n'est pas l'auteur, mais où il est appelé à trouver des solutions.

Dans ce contexte, le Président Martelly ne pourra plus traiter le Premier ministre comme il l'avait fait avec le Dr Garry Conille entre 2011 et 2012. Même dans l'hypothèse où le Parlement deviendrait caduc le deuxième lundi de janvier 2015, ce qui n'est plus tout à faire sûr compte tenu du positionnement du Sénat dans le déroulement du processus de sortie de crise. Bien sûr, la Commission consultative n'a pas osé définir le rôle ou la place du Corps législatif dans ses recommandations. Ce qui laisse à penser qu'elle considère que le Parlement devrait rester en place, même en étant dysfonctionnel, puisque le nouveau gouvernement doit être ratifié par celui-ci, donc les deux sont liés jusqu'aux prochaines élections devant avoir lieu au plus tard le dernier dimanche du mois d'octobre de l'année prochaine, selon le calendrier proposé au Président de la République. Enfin des personnalités qui avaient participé aux Pourparlers d'El Rancho en 2013 auprès de qui nous avons sollicité leur avis sur les recommandations de la Commission consultative, toutes, à l'unanimité, sont formelles que l'essentiel du Rapport est une retranscription de la feuille de route qui avait été décidée lors de ces pourparlers à l'hôtel El Rancho.

La désignation d'un nouveau Premier ministre, la formation d'un Conseil Electoral Provisoire selon l'article 289 de la Constitution, la formation d'un gouvernement de consensus national et un calendrier pour les élections, etc, bref selon ces notables, tout cela passe pour être perte de temps pour n'avoir pas représenté rien de nouveau. Puisque l'on revient avec les mêmes propositions qui auraient pu épargner au pays une crise qui s'est aggravée et quand rien ne dit que ces mêmes propositions aujourd'hui seront respectées à la lettre par tous les acteurs. Surtout avec un agenda difficilement réalisable voire totalement utopiste ; vu que personne n'est d'accord sur les recommandations ni sur la méthodologie proposée. Ainsi, devant la complexité de la crise, la méfiance des protagonistes et l'incapacité du Président Martelly à prendre des décisions sur le dossier, le temps que tout cela se réalise, la crise préélectorale a encore de beaux jours devant elle.

C.C



Suite de la page (7)




**Les photos du président de la Russie, Vladimir Poutine décorent les manifestations et annoncent que le peuple haïtien veut prendre une autre orientation idéologique.**

venant d'autres quartiers populeux déclaraient haut et fort : « veut ou pas, Martelly doit partir. Nous sommes dans les rues pour dire à Kerry le peuple haïtien peut prendre son destin en main et dire Non à l'ingérence. Le déchouquage n'est pas encore terminé puisqu'il y a toujours des kidnappeurs au Palais national, des dealers de drogue au Palais. Nous allons trancher la tête et la queue de la couleuvre. »

Au Cap-Haïtien, aux Gonaïves, à Petit-Goâve, c'était le même cri : Départ Michel Joseph Martelly. Les bandits légaux des députés du Cap-Haitien, Kenston Jean-Baptiste et de Ouanaminthe, Luckner Noël ont tenté d'intimider les manifestants. Des bandits à bord d'un véhicule officiel ont tiré sur les manifestants, blessant plusieurs d'entre eux. Aux Gonaïves les bandits légaux de l'ex-sénateur Youri ont eux aussi tenté de mettre fin prématurément à la manifestation. Les manifestants anti-Martelly ont pu résister à toutes les menaces et provocation. Le sénateur Moïse Jean Charles, Me. André Michel et Me. Newton St-Juste qui participaient à la manifestation ont eu la vie sauve grâce à la vigilance de la population. Youri Latortue veut leur peau.

A Petit-Goâve, les habitants manifestent quotidiennement contre Martelly. La route nationale #2 est impraticable. Ils sont à leur 35e manifestation et ils ont fait savoir qu'ils restent dans les rues jusqu'à ce que Martelly quitte le pouvoir et s'en aille en prison.

Dans la foulée, les photos du président de la Russie, Vladimir Poutine décorent les manifestations et annoncent que le peuple haïtien veut prendre une autre orientation idéologique. Il veut la rupture totale avec le système de domination et d'exploitation à outrance imposé par le capitalisme transnational.

Le bilan de ces deux journées de manifestation à travers le pays s'est soldé par la mort de Jean Mario et de plusieurs blessés dont, Monvil Gétro, Vladimir Castry, Jeanel Pierre et autres. Ils sont tous victimes par balles des soldats de l'ONU et des agents de la Police Nationale d'Haïti (PNH). Les manifestants ont identifié 2 véhicules immatriculés: 1-457 et 1-618 à bord desquels se trouvaient des policiers en cagoule qui ouvraient le feu en direction de la manifestation. L'Organisation politique Fanmi Lavalas, par l'organe de la coordonnatrice du Comité exécutif, Dr. Maryse Narcisse a condamné la brutalité sauvage des soldats de l'ONU et des agents de la PNH sur les manifestants qui revendiquaient le départ du pouvoir. « Le peuple gagne les rues pour réclamer le départ de Martelly et de Lamothe. Fanmi Lavalas est à l'écoute du peuple. Elle accompagne la population dans ses revendications », a-t-elle déclaré.

Ce qu'on doit remarquer durant ces deux journées de la manifestation, c'est la détermination et la résistance du peuple haïtien de mettre fin au régime tètkale Martelly-Lamothe. Malgré la brutalité des soldats de l'ONU et des agents de la PNH, les manifestants restent déterminés à parvenir à leur destination qui n'est autre que devant le Palais national pour sommer Martelly de quitter le pouvoir. Il n'est pas de question de mandat, le peuple est souverain. Le peuple a parlé. Les institutions ont failli à leur mission. Aucune solution institutionnelle n'est viable. On l'a tentée à maintes fois depuis tantôt 2 ans, alors que la crise politique s'aggrave davantage. Après plus de 3 ans d'instabilité politique chronique, les responsables de cette crise doivent tirer leur révérence. Sans quoi la mobilisation doit se poursuivre jusqu'à ce que la queue du macaque se casse définitivement.

*Suite de la page (3)*

base, comme le Mouvement Chrétien pour une Nouvelle Haïti (MOCHRENHA), OPL, FANMI LAVALAS, INITE, PPN et autres.

Sous les yeux des agents de l'Unité Départementale du Maintien d'Ordre (UDMO), des individus s'identifiant comme des partisans et sympathisants du pouvoir en place ont improvisé un mouvement parallèle. La panique semble vouloir s'installer, selon ce qu'a constaté le correspondant du journal Haïti Liberté.

Aux environs de 10 heures du matin, les manifestants donnent le coup d'envoi, la police nationale d'Haïti se trouvant au milieu de deux camps VIV et ABA. La panique persiste apparemment dans le camp de l'opposition, toutefois les manifestants se montrent motivés.

Ils ont franchi la rue Fabre Nicolas Geffrard avec autant d'animation : "*Vle pa vle fòk l'ale, fòk Martelly ale*" a été leur refrain dans le parcours. Arrivant dans les parages du marché communal des Gonaïves, la foule augmente graduellement, portant des pancartes mentionnant entre autres, *VIV ELEKSYON, VIV DEMOKRASI, ABA YOURI LATORTUE, ABA MACHANN PEYI*. Ils prennent la direction du quartier populaire de Raboteau, le fief supposé de l'ex Sénateur Youri Latortue. Les manifestants se montrant plus que déterminés, ils scandent des propos hostiles contre le conseiller politique du chef de l'état, Youri Latortue. "*Youri men Sadrack jete w, jete w*" a été le slogan des manifestants.

Dans le périmètre de Raboteau, la donne a changé brusquement : des jets de bouteilles et de pierre venant de toutes parts sont lancés contre la foule ; la police qui n'a pas pu prendre le contrôle de la situation a dû faire usage de gaz lacrymogène. Personne n'a été épargné et la manifestation s'est dispersée une première fois. Cette situation de panique s'est répétée à maintes reprises au cours du déroulement de la manif.

Les manifestants ont parcouru plusieurs rues de la cité de l'indépendance. Les organisateurs du mouvement ont critiqué vivement les agents de la PNH qui ne se montraient pas à la hauteur de leurs tâches.

«Malgré les attaques des proches du pouvoir en place contre les manifestants, notre objectif a été atteint», dixit l'un des organisateurs. Soulignons qu'une délégation composée du Sénateur du Nord Moise Jean Charles, Me André Michel, Me Newton Saintjuste était aux Gonaïves pour participer à cette mobilisation.

À rappeler que, Me André Michel et Newton Louis Saint Juste étaient en difficulté lorsque des contre-manifestants ont fait irruption au studio de la station de la Radio Vision 2000, le réseau de l'Artibonite, au moment où les militants participaient à une émission de débat animée par le journaliste Pascal Alfred. Un opérateur de la radio, Jean Baptiste Wisler a été agressé physiquement. Les responsables de cette station de radio ont été obligés de contacter les forces de l'ordre pour remédier à la situation. Dans l'intervalle, les agresseurs étaient déjà partis, a informé le journaliste Pascale Alfred. La manifestation anti gouvernementale a pris fin sur la place Pétion des Gonaïves, où les organisateurs ont délivré le message final. Ils considèrent la manifestation comme étant une réussite totale. Le député de la circonscription des Gonaïves Sadrack Dieudonné donne rendez-vous le vendredi 19 Décembre prochain pour la poursuite de la lutte contre le régime TètKale.

**Dieulivens Jules**

*Suite de la page (12)Google nous...*

comme le « visionnaire géopolitique » dont les Etats-Unis avaient besoin. Afin que les autorités de Washington se rapprochent de lui et écoutent Google…

**IR :** Tu dis que si les citoyens qui critiquent l'espionnage et le contrôle exercés par l'Etat sont nombreux, ceux qui critiquent la surveillance exercée par les entreprises privées le sont beaucoup moins. Cette surveillance est-elle aussi dangereuse que celle des Etats ?

**JA :** Tu supposes donc qu'il y a une différence entre l'Etat et les grandes entreprises privées… [rires]

**IR :** Je te pose une question... J'ai mon opinion là-dessus... [rires]

**JA :** Cette division est en train de disparaître dans la plupart des pays occidentaux. Mais c'est aux Etats-Unis que la complicité est la plus évidente. Par exemple, 80% du budget des agences de sécurité nationale [11] va à l'industrie privée. Même l'agence d'espionnage la plus secrète des Etats-Unis, qui fait partie du noyau dur le plus protégé de l'Etat, affecte 80% de son budget aux industries privées. Il est donc intéressant de se demander pourquoi y a-t-il eu plus d'enquêtes sur l'espionnage d'Etat que sur celui des entreprises privées. Je crois que deux choses sont en train de se produire. Tout d'abord, une loi générale : plus le degré d'abstraction d'un problème augmente, plus le nombre de personnes capables de comprendre cette abstraction diminue. Par exemple, quand le gouvernement des Etats-Unis engage l'entreprise militaire privée Blackwater [12] pour que ses mercenaires opèrent au Moyen-Orient, quel est le degré d'attention que l'on prête au nombre de mercenaires intervenant en Irak ou en Afghanistan, comparé à ce qui se publie sur le nombre de militaires des forces armées sur ces mêmes théâtres d'opérations ? Quelle attention prête-t-on quand les mercenaires de Blackwater tuent quelqu'un, ou commettent un délit, comparé à la couverture médiatique quand le crime ou le délit est commis par un militaire ? Cependant, dans les deux cas, le commanditaire qui donne les instructions et finance les opérations est bien le même : le gouvernement des Etats-Unis. Seulement on lui donne un nom différent et lui donner un nom différent suffit à cacher la vérité et à dissimuler la réalité.

En second lieu, il y a l'aspect idéologique, surtout aux Etats-Unis. Nous avons d'un côté la gauche américaine… Presque toute la gauche libérale se trouve au sein du Parti démocrate, qui pratique un système de clientélisme, et n'exerce donc pas un examen adéquat de ce qui est en train d'arriver à cause des excès du gouvernement, y compris la privatisation généralisée. Et, de l'autre côté, nous avons l'aile libertaire du Parti républicain qui affirme que seul le gouvernement pose problème, jamais le secteur privé. Cependant, c'est le secteur privé qui dirige, en grande partie, le gouvernement. Et certaines méga-entreprises, comme Google ou Goldman Sachs, avec leur taille énorme et leurs monopoles, dirigent les services centraux de l'Etat comme s'ils étaient le gouvernement lui-même… Ces méga-entreprises privées ont un chiffre d'affaires supérieur au PIB de la Nouvelle Zélande ou d'autres Etats.

A Suivre

**Notes**

[9] Cf. « Le Président exécutif de Google visite Cuba », 14yMedio, La Habana, 28 juin 2014.

[10] Eric Schmidt, Jared Cohen, The New Digital Age. Reshaping the Future of People, Nations and Business [La nouvelle ère numérique. Reconfigurant l'avenir des gens, des nations et des affaires] (2013).

[11] La United States Intelligence Community réunit 17 agences de sécurité dont la CIA, la NSA, la DEA et le FBI.

[12] Blackwater USA (qui depuis a changé de nom pour s'appeler Blackwater Worldwide puis Academi) est une société militaire étatsunienne considérée comme « l'armée privée la plus puissante de la planète". Elle est intervenue pour soutenir l'armée des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan.

(**Londres, le 24 octobre 2014. Le texte de l'interview a été revu par Julian Assange)**

**Mémoire des luttes**
**4 décembre 2014**

*Suite de la page (12)*

des violations incontestables de notre Constitution. Beaucoup de nos alliés ne disposent pas de ces protections constitutionnelles — au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande, en Australie. Ils ont perdu le droit de ne pas être soumis à des enquêtes et des saisies arbitraires et sans motif plausible. Tous ces pays, à la suite des révélations, se sont inquiétés de lois qui étaient pour l'essentiel rédigées par l'Agence nationale de sécurité pour permettre la surveillance massive des citoyens sans aucune supervision des tribunaux, sans tous les contrôles et les contre-pouvoirs habituels qu'on est en droit d'attendre. Ce qui nous conduit inévitablement à la question : à quel niveau allons-nous remettre en cause ce processus facile, mais pervers qui laisse les services de renseignement faire tout ce qu'ils veulent ? Il est inévitable que cela arrivera. Je crois que ça va se passer là au niveau des entreprises Internet. Par exemple, Microsoft est en procès avec le ministère de la justice. Le ministère dit : « Nous voulons des informations de votre centre de traitement de données en Irlande. Ca ne concerne pas un citoyen américain, mais nous voulons ces informations ». Microsoft a répondu. « D'accord, adressez-vous à un juge en Irlande. Demandez à l'Irlande une autorisation. Nous avons signé un traité d'assistance juridique mutuelle. Ils vont vous la donner. Remettez-la-nous et nous vous remettrons les informations demandées en accord avec les lois irlandaises ». Le ministère de la justice répond : « Non, vous êtes une entreprise américaine, et donc nous avons accès à vos données où que vous soyez. Peu importe la juridiction. Peu importe qui cela concerne ». C'est là une affaire judiciaire capitale qui est aujourd'hui jugée en appel. Et c'est très important parce que si nous permettons aujourd'hui aux États-Unis d'instaurer le précédent selon lequel les frontières nationales ne comptent pas lorsqu'il s'agit de la protection des informations des personnes, d'autres pays feront de même. Ils sont attentifs à ce que nous faisons et à la manière dont nous nous comportons en matière de traitement de l'information numérique.

**The Nation :** Vous croyez que ces pays nous regardent encore ?

**ES :** Oui, ils nous regardent encore. Mais ce qui importe tout autant, c'est que nos adversaires aussi nous regardent. Alors la question devient : « Que feront, par exemple, le gouvernement de la République démocratique du Congo ou la Chine la prochaine fois qu'ils auront un prix Nobel de la paix qui sera un dissident et qu'ils voudront lire ses méls qui ne seront pas hébergés par un centre de données irlandais ? Ils diront à Microsoft « Vous avez donné ces informations au ministère de la justice américain. Vous allez nous donner la même chose ». Et si Microsoft rechigne, ils diront : « Attention, si vous appliquez des normes juridiques différentes selon les pays, nous allons prendre des sanctions contre vous en Chine. Nous allons vous appliquer des pénalités commerciales qui vont vous rendre moins compétitifs. » Et Microsoft en subira les dommages. Et en conséquence, notre économie aussi.

**The Nation :** Est-ce que les pays se révoltent contre ça ?

**ES :** Oui, on le voit très clairement, par exemple au Brésil. Ce pays s'est tourné vers les Nations unies et a dit : « Il nous faut de nouvelles règles sur cette question ». Il nous faut regarder de plus près ce qu'ils appellent « la souveraineté en matière de données ». La Russie a récemment promulgué une loi — que je trouve très mauvaise — disant que toutes les données concernant des citoyens russes doivent être stockées sur le sol russe juste pour empêcher les autres pays de jouer le même type de jeu légal que celui que nous jouons dans le cas Microsoft.

**Mémoire des luttes**
**25 novembre 2014**

# Le Conseil mondial pour la paix condamne l'assassinat par Israël du Ministre palestinien Ziad Abou Ein



Le corps du ministre palestinien Ziad Abu Ein est transporté par des officiers palestiniens lors de ses obsèques à Ramallah



Ziad Abou Eïn est décédé après avoir été frappé au torse par des soldats israéliens lors d'une marche de protestation dans le village de Turmus Ayya, près de Ramallah

Par Socorro Gomes

*Le Conseil mondial pour la paix manifeste encore une fois sa condamnation intégrale des actions criminelles du régime israélien et réaffirme sa solidarité sans réserves envers le peuple palestinien dans sa lutte contre l'oppression et l'occupation sionistes. Nous dénonçons, avec regret et indignation, l'escalade de la violence alimentée par les forces israéliennes, qui répriment brutalement les Palestiniens résistant à l'occupation.*

**Communiqué**

En cette Journée des Droits de l'Homme, nous recevons la nouvelle triste et révoltante de la mort d'un autre Palestinien, cette fois le Ministre Ziad Abou Ein, figure historique du mouvement de résistance palestinien, qui luttait pour la dénonciation du mur de la honte construit par Israël en Cisjordanie.

Ziad Abou Ein a été nommé à la Commission contre le Mur et les Colonies. Avant cela, il était sous-secrétaire au Ministère à la Question des Prisonniers consacré à la lutte contre les détentions massives et arbitraires décidées par le régime israélien. Abou Ein avait aussi été incarcéré aux États-Unis et en Israël. Il a été livré par les États-Unis à Israël en 1981, en dépit de plusieurs résolutions de l'ONU, liées spécifiquement à son cas, demandant sa libération.

Cette même année, la Résolution de l'Assemblée générale 36/171 déplorait la décision nord-américaine d' « extrader » Ziad Abou Ein en Israel tout en réaffirmant la « légitimité de la lutte pour l'indépendance, l'intégrité territoriale, l'unité nationale, la libération de la domination et l'assujettissement coloniaux et étrangers par tous les moyens à sa disposition ».

Ce 10 décembre, les soldats israéliens ont tué le Ministre. Les soldats l'ont attaqué, et ont de nouveau réprimé une manifestation, usant de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et d'autres méthodes brutales utilisées régulièrement, lors d'une manifestation contre le mur de la honte, dans ce contexte de la Journée des Droits de l'Homme.

Le meurtre d'Abou Ein démontre encore une fois le mépris total et la violation systématique, par ce régime d'occupation israélien, des principes fondamentaux contenus dans la Charte de l'ONU, dans d'autres textes garantis par le Droit international et dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Le Conseil mondial pour la paix lance un appel réitéré à la fin de l'impunité israélienne, de son occupation criminelle et de l'oppression systématique des Palestiniens, avec violations flagrantes de ses droits humains fondamentaux.

Nous réaffirmons notre solidarité au peuple palestinien dans sa juste cause, pour l'auto-détermination, pour un État libre et souverain, et pour que le régime israélien sioniste, criminel, rende des comptes.

**Socorro Gomes, présidente du Conseil mondial pour la paix Solidarité internationale 12 décembre 2014**



# Cuentos del arañero* / Histoires** du vendeur de gâteaux

## RÉVOLUTIONNAIRES 4. Le Caracazo*** (3ème et dernière partie)

*Dans les deux premières parties, Chavez rappelle les prémisses du Caracazo du 27 février 1989 suivi d'un carnage au compte de l'armée.*

Le 1er Mars, Luis Felipe Acosta Carlez a été tué, c'était l'un des chefs du mouvement à Caracas. Le 27 février 1989, c'est le clairon du 4 février 1992 [*ndlr* : coup d'État avorté de Chávez] qui a sonné. En tant que soldats nous nous sentions vraiment mal après cette tragédie, nous avions trop honte. La phrase de Bolivar résonnait dans nos esprits :«Maudit soit le soldat qui retourne les armes contre son peuple». Le 27 février nous a fait pleurer, nous a fait saigner, mais je me souviens que ce jour là je n'étais bon à rien, je pouvais à peine parler, on m'avait imposé une semaine de repos.

Lorsque je revins à Caracas, je m'en fus sur la tombe de Felipe, c'est la première chose que je fis. Un autre soir, alors que je montais les marches du Palais blanc, de retour de l'université vers 22 ou 23 heures, un lieutenant s'approche de moi et me dit qu'il veut me parler. L'armée était secouée par un débat interne, surtout parmi nous les humanistes, et les plus jeunes. Il y en avait d'autres qui ne voulaient pas débattre, ou certains qui disaient :« Nous sommes là pour ça.» Non, une armée ne peut pas être là pour ça, pour massacrer des enfants, des hommes, des femmes , des gens désarmés. Si encore il s'était agi d'un combat contre une guérilla, un conflit armé, mais là, contre des gens désarmés, innocents…

Je me souviens de la photo d'un enfant allongé sur le ventre, il avait peut-être six ans : c'était une photo en couleurs, publiée dans le journal, un des si nombreux enfants morts ce jour-là. Donc le lieutenant me dit sur les marches : «Major, je veux vous parler.» «Bon, allons prendre un café dans mon bureau.» «Non, major, pas ici, il y a des micros.» Je lui ai dit :«Non, je ne crois pas, mais allons parler dans le couloir alors, qu'est-ce que tu as à me dire ?» «Écoutez, major, on entend dire que vous êtes dans un mouvement révolutionnaire.» C'était ce qu'on disait depuis 1986. Deux ans plus tôt, la rumeur avait été lancée selon laquelle il y avait un mouvement



**Hugo Chávez Frías**

révolutionnaire et que j'en étais l'un des chefs.

Nous étions extrêmement prudents pour le recrutement des nouveaux, car nous n'avions pas droit à l'erreur : si on se trompait sur une personne, c'était un groupe complet qui serait condamné, ou encore pire, tout le mouvement. Nous avions donc un processus très strict d'étude de la personnalité, d'homme à homme, de femme à femme, avant d'intégrer quelqu'un. C'est pourquoi j'ai répondu au lieutenant : «Non, vous vous trompez, ce sont des rumeurs, vous savez, tout ce que je fais c'est étudier et parler de Bolivar.» Voilà le message que je lui ai adressé, pour laisser une porte ouverte et ensuite étudier le garçon. Finalement, il m'a répondu :«Très bien major, je comprends que vous ne puissiez rien me dire, mis s'il vous plaît, si ce mouvement existe, prenez-moi avec vous, parce que je ne veux pas être soldat dans une armée comme celle-ci.» Mais par la suite, nous nous sommes perdus de vue.

Tel fut le Caracazo, avec les martyrs du peuple. Cette explosion était en fermentation depuis des décennies. Il faut rappeler que ce fut le 23 janvier et la trahison de l'esprit du 23 janvier [1]. La servilité de Rómulo Betancourt [2] à genoux devant le pouvoir impérial des Etats-Unis. Depuis le dernier soupir de Santa Marta [3], ce peuple a été trahi cent fois par Paez, Guzman Blanco et tant d'autres, deux cents ans de trahison, *compañeros, compañeras*, cela suffisait. Alors, ça devait arriver et c'est arrivé :« *El Caracazo*».

NDLR.

* **Arañero:** vendeur de gâteaux (en forme d'araignée) [du mot *araña* : araignée].

** **Histoires** racontées par Chávez au cours de ses allocutions télévisées «Allô Presidente !» pendant ses 14 années au pouvoir, dont 300 ont été collectées par deux journalistes cubains et traduites par Karine Alvarez

***Caracazo : l'ensemble de manifestations et d'émeutes survenues le 27 février 1989 à Caracas et dans les villes alentour. Elles furent causées par les réformes néolibérales draconiennes recommandées par le FMI. Ces émeutes causèrent la mort, selon les estimations, de 300 à 3 000 personnes, en majorité du fait des forces de l'ordre

**Notes :**

[1] Le 23 janvier 1958, un mouvement civilo-militaire renverse Marcos Pérez Jiménez, nommé président du Venezuela par une junte militaire en 1952.

[2] Président du Venezuela de 1945 à 1948 et de 1959 à 1964.

[3] En référence à la mort de Simon Bolivar, décédé en 1830 à Santa Marta (Colombie actuelle).

Suite de la page (20)

vague belliciste et réactionnaire, se démarque la contre-offensive néo-libérale contre l'Amérique latine et les Caraibes, dont l'objectif principal est l'élimination des gouvernements progressistes de la région qui défendent des politiques sociales et la défense de leurs intérêts souverains, ainsi qu'un nouveau type d'intégration économique, politique et sociale.

Ont également été soulignées les activités subversives impérialistes déployées par les instruments traditionnels d'ingérence, qui vont de la CIA à l'USAID, avec la participation de franges de la bourgeoisie nationale étroitement liées au capital nord-américain. L'objectif de cette subversion à visage découvert est de déstabiliser ces sociétés, pour justifier un scénario politique qui impliquerait le renversement violent des régimes progressistes.

Lors de la réunion, des informations ont été apportées sur les expériences des gouvernements progressistes et révolutionnaires en Amérique latine, et les avancées importantes en matière de réduction de la pauvreté, la consolidation de l'intégration latino-américaine et caribéenne, et la récupération de la souveraineté, ce qui a suscité une violente réaction des oligarchies nationales, qui redoublent d'efforts pour remettre sur pied des projets néo-libéraux dans cette partie du monde.

Il a été constaté que l'Amérique latine connaît aujourd'hui des expériences clairement progressistes, qui sont le résultat des aspirations et luttes populaires dans la région pour la défense de la souveraineté nationale, des efforts pour l'indépendance économique, du renforcement des Etats, cherchant à mettre un terme au néo-libéralisme, et de la formation d'organismes économiques régionaux, recherchant l'indépendance et le soutien solidaire entre égaux, comme l'UNASUR, le MERCOSUR, la Banque du Sud, la CELAC.

Il s'agit d'un processus de lutte contre le colonialisme, de résistance contre le pillage économique. Ces expériences ont rendu possible ce qui apparaît désormais comme de nouveaux signaux d'espoir envoyés dans la recherche de la justice sociale, et s'est transformé de fait en un point de repère politique dans la lutte pour le changement en direction de ce monde possible que nous souhaitons.

Il a été tout particulièrement fait référence au rejet international unanime du blocus économique, financier et commercial contre Cuba, une politique toujours en vigueur, en violation ouverte des principes de la Charte des Nations unies, renforçant la pression sur les institutions commerciales, financières et bancaires qui entrent en relation avec Cuba, élargissant son caractère extra-territorial et touchant jusqu'à ses alliés les plus proches.

On a dénoncé la crise économique et financière persistante qui en Europe a servi de justification et de prétexte aux élites de ce bloc impérial pour intensifier la destruction de ce qu'on connaît sous le nom d'État social.

Avec les politiques d'austérité fiscale ( = des coupes massives et la suppression totale des programmes à dimension sociale), les grands groupes capitalistes européens voient dans un regain de compétitivité l'issue à la crise, ce qui se traduit par des licenciements massifs, la précarisation du travail et l'érosion accélérée du niveau de vie des travailleurs. Les participants ont aussi condamné la participation européenne à des conflits menés par l'OTAN, sous prétexte de « crise humanitaire », de nécessité de « préserver des vies humaines ».

Il a été souligné que la crise a un impact sur les forces politiques de la région, conduisant à une dégradation de la culture politique, rendant les pays de moins en moins gouvernables, soumis à une instabilité sociale de plus en plus importante, des éléments qui mettent en évidence les vulnérabilités du modèle démocratique-libéral bourgeois.

La rapacité du capitalisme européen, avec le soutien de l'impérialisme nord-américain, le conduit à chercher à mettre en œuvre une politique de chantage économique coercitif misant sur un blocage des importations et exportations, ce qu'on appelle les « sanctions » au détriment des peuples de ces pays.

Cependant, dans ce scénario compliqué, l'idéologie néo-libérale progresse, les forces ultra-réactionnaires et d'extrême droite prolifèrent, captant des parties importantes de l'électorat. Il a été mis en avant que l'OTAN continue ses pressions pour étendre ses frontières, tout particulièrement en Europe de l'est, participant aux conflits se déroulant sur ce territoire.

Les participants ont exprimé leur solidarité avec les camarades ukrainiens, qui ont dû affronter directement la montée du néo-fascisme dans ce pays. La vie de nombreux communistes a été mise en danger, en toute impunité, victimes d'agressions violentes contre leurs maisons, les sièges de l'organisation. Le massacre contre le peuple de Donetsk continue, et contre les régions qui affichent leurs velléités d'indépendance politique et territoriale.

Ce conflit dont le coût humain énorme a été ignoré par les démocraties occidentales, est l'expression la plus crue de la résurgence du fascisme sur le sol européen et des guerres comme instrument du capitalisme pour maintenir sa politique d'exploitation. L'instabilité et le chaos sont une réalité terrible dans des régions de plus en plus vastes.

Les participants ont condamné le récent bombardement sioniste contre Gaza, partie intégrante de la stratégie globale de l'impérialisme dans la région. Son objectif est de briser l'unité des forces palestiniennes, détruire la résistance et de maintenir la politique d'occupation sur les territoires occupés, ce qui correspond pleinement aux intérêts des États-Unis. La réaction de la résistance palestinienne et la solidarité internationale ont obligé Israël à mettre un frein au génocide et à s'engager à continuer les négociations indirectes.

L'importance géopolitique de la région en fait un champ de bataille dans la prétendue lutte contre le terrorisme à une période où monte le besoin de s'assurer les routes maritimes, ce qui est vital pour le développement du commerce, pour la garantie de la sécurité nationale des principales puissances mondiales.

La réunion a analysé ces bandes mercenaires criminelles, organisées par la CIA, l'OTAN, autorisées, soutenues et financées par les gouvernements réactionnaires du Moyen-orient qui continuent d'assassiner des hommes, des femmes, des enfants et des peuples autochtones dans des proportions massives, ce qui conduit à une migration contrainte née de la faim, de la misère, des discriminations, sans aucun espoir certain d'y survivre.

La nouvelle situation créée en Irak et en Syrie avec la proclamation de l'État islamique, rejeton des États-Unis, de l'Occident, et d'un groupe réactionnaire de pays arabes, déborde le cadre national et est à relier à des intérêts étrangères qui poussent pour changer le rapport de forces géopolitique régional avec une stratégie qui inclut le maintien de la crise en Syrie pour faire tomber Bachar al-Assad, recomposer la structure de pouvoir en Irak et faire obstacle à l'influence régionale de l'Iran. La menace de l'Etat islamique a servi aux États-Unis pour justifier des actions qui sont dans ses intérêts dans la région.

La prolifération des groupes djihadistes et l'instrumentalisation du facteur religieux rentrent dans le jeu des nord-américains.

La rencontre a souligné qu'en Afrique sub-saharienne, les problèmes politiques, économiques et sociaux hérités du colonialisme et du néo-colonialisme, combinés aux effets de la grande crise mondiale actuelle et de la politique de l'impérialisme, provoquent instabilité, conflits et interventionnisme impérialistes.

La richesse naturelle du continent en a fait une région stratégique pour les intérêts de l'impérialisme. La lutte pour les marchés et les sphères d'influence a exacerbé les contradictions entre les diverses puissances impérialistes pour acquérir l'hégémonie.

Afrique orientale, centrale et occidentale voit l'activité de groupes djihadistes, suivant Al-Qaeda comme Boko Haram au Nigeria ou al Shabaab en Somalie.

Les pays de l'OTAN utilisent ces réalités pour justifier le renforcement de leur présence militaire sur le continent. S'approfondit la ruée du grand capital vers les énormes ressources économiques de ce continent, qui est à la fois une des régions les plus riches et les plus pauvres de la planète. Elle doit faire avec de dures réalités, comme la récente épidémie d'Ebola qui frappe les pays d'Afrique occidentale.

Il a été dit qu'en Asie et dans le Pacifique, la région la plus dynamique économiquement de la

planète, l'Administration d'Obama a adopté la « politique du pivot » qui consiste dans le redéploiement des Etats-unis vers cette région qu'ils considèrent comme partie intégrante de sa stratégie de sécurité nationale, et également de sa politique d'endiguement de la Chine et de la Russie.

Dans ce contexte, la lutte des partis communistes pour garantir la poursuite des processus socialistes en Chine, au Vietnam, au Laos et en Corée du nord, avec pour objectif de garantir leur stabilité et leur souveraineté, prend une importance toute particulière au vu de ses répercussions intérieures et sur la politique internationale. Il a été souligné que la situation internationale troublée, marquée par la crise systémique de l'impérialisme mondial, la multiplication des conflits armés aux quatre coins du globe et le développement de tendances néo-fascistes, exigent des partis communistes et ouvriers ainsi que des forces, organisations progressistes et révolutionnaires un débat ouvert, sans préjugés et des rassembleurs, qui se départissent de tous les dogmatismes et sectarismes.

Nous devons construire ensemble, et selon nos réalités, des alternatives de développement socialiste, que les peuples puissent identifier comme la solution à leurs graves problèmes. C'est une tâche de tout premier ordre, non seulement pour les partis communistes et ouvriers, mais aussi pour les autres forces politiques et mouvement sociaux dans le monde.

Seules des propositions socialistes qui posent les bases pour transformer la réalité du monde d'aujourd'hui seront capables de sauver l'humanité de la débâcle de la guerre, de l'exploitation effrénée des ressources naturelles, et du soutien périlleux à un néo-fascisme qui sous de nouvelles formes trompent et manipulent des millions de personnes.

Les partis réunis à Guayaquil, ont réaffirmé que la seule alternative viable au capitalisme est le socialisme ; ce qui suppose une indépendance pleine et entière, condition préalable pour le développement, la justice sociale, l'égalité des chances, la répartition équitable des richesses, la solidarité humaine, le respect de l'environnement et le droit des peuples au libre choix, démocratique, du projet de société dont ils veulent. Les participants ont souligné que les Rencontres internationales des Partis communistes et ouvriers sont d'une importance vitale pour le mouvement anti-impérialiste, progressiste et révolutionnaire mondial, dans une période où se décident des choix capitaux pour l'humanité.

La science du marxisme-léninisme a acquis une réputation mondiale comme instrument fondamental d'analyse de la situation sociale, de mise en œuvre pratique en faveur des transformations révolutionnaires, ouvrant la voie au socialisme et au communisme.

La seule option pour faire face aux nouveaux défis de ce monde, et aux pouvoirs impériaux, transnationaux et mondiaux dominants, ce sera l'unité dans la diversité, de façon créative, la solidarité entre forces de transformation et de progrès. La réunion a adopté 11 lignes et initiatives d'action commune ou convergente des Partis communistes et ouvriers à appliquer d'ici la réalisation de la 17 ème Rencontre, ainsi que le mandat des réunions du Groupe de travail des Partis communistes et ouvriers pour sa préparation.

**Actions communes et convergentes des partis communistes et ouvriers à organiser d'ici la 17 ème rencontre des PC**

1 – Célébrer le 1er mai, par la participation aux luttes de la classe ouvrière dans chaque pays, en insistant sur les droits sociaux et démocratiques, soulignant le rôle du mouvement ouvrier, en commémorant le 70 ème anniversaire de la FSM en octobre 2015 ;

2 – Dévoiler les plans d'hégémonie impérialiste, les véritables raisons derrière la guerre et l'instrumentalisation de la lutte contre le terrorisme, insistant sur l'importance de la défense de la paix. Développer des actions contre les bases militaires de l'OTAN et celles que l'impérialisme a imposées dans de nombreux pays, contre les interventions et le militarisme, avec une attention spéciale sur la mise en place de la « Situation Trident 2015 » ;

3 – Faire monter la lutte contre les guerres impérialistes en Irak et en Syrie, contre celle menée par les groupes criminels soutenus par l'impérialisme et les Etats réactionnaires contre le Liban, la Libye, la Tunisie. Condamner les Etats-unis, l'OTAN et l'intervention impérialiste européenne en Ukraine et en Afrique ;

4 – Commémorer le 70 ème anniversaire de la victoire sur le fascisme et le nazisme soulignant le rôle de l'URSS et des partis communistes dans la lutte et l'unité contre le fascisme et le nazisme, et mener la lutte contre la ré-écriture réactionnaire de l'histoire et la réhabilitation du fascisme et du nazisme ;

5 – Commémorer le 40 ème anniversaire de la victoire du Vietnam dans sa libération contre l'agression impérialiste nord-américaine ;

6 – Dénoncer et luter contre les lois anti-communistes. Développer des actions de solidarité avec les partis qui subissent des attaques anti-communistes, des interdictions et persécutions, telles que celle qu'endurent les communistes ukrainiens ;

7 – Renforcer la solidarité, avec des actions communes, avec ceux qui sont en première ligne de la résistance contre l'offensive impérialiste. Renforcer la solidarité et l'action commune de soutien aux peuples, aux camarades qui sont à l'avant-garde de la résistance à l'offensive impérialiste. A l'occasion du 29 ème novembre, renforcer la solidarité avec les Palestiniens. Faciliter une visite de solidarité en Palestine, à Gaza, ouverte à tous les membres de la liste Solidnet ;

8 – Renforcer la solidarité avec les Partis communistes, les ouvriers et avec les peuples qui luttent pour leur émancipation nationale et sociale, en Amérique latine et dans d'autres parties du monde. Affirmer le droit des peuples à la souveraineté, la lutte contre les diktats du capital, les ingérences et agressions impérialistes. Réaffirmer notre solidarité avec la lutte des peuples pour construire le socialisme dans chaque pays ;

9 – Réaffirmer notre solidarité avec Cuba socialiste, afin de mettre un terme au blocus américain, à la position commune de l'UE et pour rejeter toute intervention impérialiste, toute guerre menée par les médias bourgeois. Intensifier l'activité pour la libération des trois Cubains qui sont dans les prisons américaines, et soutenir la campagne internationale qui culminera en septembre 2015 ;

10 – Soutenir et renforcer les organisations anti-impérialistes internationales de masse, la Fédération syndicale de masse (FSM), le Congrès mondial pour la paix (CMP) et la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIM), soulignant leur rôle et leur importance dans les anniversaires respectifs qui seront commémorés en 2015 ;

11 – Donner des instructions au Groupe de travail afin qu'il entame une réflexion, en coordination avec les partis de l'ancienne Union soviétique, sur la commémoration et des actions communes à l'occasion du centenaire de la Révolution socialiste ;

**Solidarité internationale 14 décembre 2014**

# Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

**ADOPTION**
Unplanned Pregnancy? Caring licensed adoption agency provides financial and emotional support. Choose from loving pre-approved families. Call Joy toll free 1-866-922-3678 or confidential email:Adopt@ForeverFamiliesThroughAdoption.org

**AUTO DONATIONS**
Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474

**HELP WANTED**
DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. GEORGE TOWN CAR SERVICE, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

**HELP WANTED**
DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

**HELP WANTED**
Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

**HELP WANTED**
AIRLINE CAREERS begin here Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students – Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093.

**HELP WANTED**
$8,000 COMPENSATION. EGG DONORS NEEDED. Women 21-31. Help Couples Become Families using Physicians from the BEST DOCTOR'S LIST. Personalized Care. 100% Confidential. 1-877-9-DONATE; 1-877-936-6283; www.longislandivf.com

**LEGAL**
REAL ESTATE CLOSINGS Buy/Sell. Expd Attorney, Real Estate Broker, ESTATES/CRIMINAL MATTERS Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone Park, NY 11417. 718-835-9300. www.LovellLawnewyork.com.

**NOTICE OF SALE**
SUPREME COURT: KINGS COUNTY. KOREAN AMERICAN CATHOLICS FEDERAL CREDIT UNION, Pltf. vs. KYUNG LIM KIM, et al, Defts. Index #09-26479. Pursuant to judgment of foreclosure and sale dated May 2, 2014, I will sell at public auction in Room 224 of the Kings County Supreme Court, 360 Adams St., Brooklyn, NY on Thursday, Jan. 15, 2015 at 2:30 p.m., prem. k/a 507 Pine St., Brooklyn, NY. Said property located at the corner formed by the intersection of the northerly side of Sutter Avenue and the easterly side of Pine Street; being a plot 100 ft. x 20 ft. Approx. amt. of judgment is $444,965.85 plus costs and interest. Sold subject to terms and conditions of filed judgment and terms of sale. STEPHEN R. LAROCCA, Referee. O'REILLY, MARSH & CORTESELLI, P.C., Attys. for Pltf., 222 Old Country Rd., 2nd Floor, Mineola, NY. #85288

**PERSONAL**
Haitian man seeking Haitian woman age 25-40 in NY. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English or Kreyòl. Jean Vicor 347-379-5765.

**REAL ESTATE**
Sebastian, Florida. Beautiful 55+ manufactured home community. 4.4 miles to the beach, Close to riverfront district. New models from $99,000. 772-581-0080, www.beach-cove.com

**WANTED**
CASH for Coins! Buying Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Comics, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NJ: 1-800-488-4175.

# Equateur : 16 ème Rencontre internationale des Partis communistes à Guayaquil

Les 13, 14 et 15 novembre dernier se tenait la 16 ème Rencontre des Partis communistes et ouvriers, à Guayaquil, en Equateur. 85 délégués venant de 53 partis ont assisté à ce qui est devenu depuis 1998 le point de rencontre annuel des partis communistes du monde entier, un moment d'échanges sur les situations politiques nationales, de coordination à l'échelle internationale de la riposte à la politique du capital mondialisé, de l'impérialisme de plus en plus belliqueux.

Le mérite de cette relance est venu au Parti communiste de Grèce (KKE) qui en 1998 a fait le choix d'affirmer que les partis communistes, le socialisme comme projet de société alternatif, avaient un avenir au moment où beaucoup abandonnaient le terrain de la lutte pour une transformation révolutionnaire de la société.

La liste des partis et villes hôtes illustrent depuis une dizaine d'années la dimension mondiale acquise par l'initiative, son soutien parmi des partis communistes encore puissants : Lisbonne, Moscou, Sao Paulo, New Delhi, Athènes, Beyrouth, Johannesbourg, et Guayaquil.

En 2014, parmi les 53 partis venus en Équateur et qui ont laissé une contribution : ceux d'Australie, d'Argentine, du Bahreïn, de Belgique (PTB), de Biélorussie, de Bolivie, du Brésil (PCB/PCdoB), de Grande-Bretagne, du Canada, de Chine, de Colombie, du Costa Rica, de Cuba, de Chypre (AKEL), de la République tchèque, du Danemark, de l'Equateur, de Finlande, de France (PCF), d'Allemagne, d'Inde, de Hongrie, de Grèce, d'Irlande, d'Italie (PdCI), de Jordanie, de Corée, du Laos, du Liban, de Lituanie, du Mexique, de Norvège, de Palestine, du Panama, du Pérou, du Portugal, de Russie, d'Espagne, d'Afrique du sud, de Syrie, de Turquie, des États-Unis et du Vietnam.

Un certain nombre d'autres partis n'ont pu matériellement être présents et ont envoyé un message de soutien à l'initiative. Nous tâcherons dans les prochaines semaines de réaliser des traductions des interventions des différents partis ayant participé à ce meeting international. Nous vous communiquons ci-dessous le résumé des débats de la Rencontre Internationale tel qu'il a été formalisé par le Parti communiste d'Equateur :

**Communiqué de presse du PC d'Équateur sur la xvi eme rencontre internationale des partis communistes et ouvriers**

Les 13, 14 et 15 novembre dernier se tenait à Guayaquil, en Equateur, la 16 ème Rencontre internationale des Partis communistes et ouvriers, sous le thème « Le rôle des partis communistes et ouvriers dans la lutte contre l'exploitation impérialiste et capitaliste, à l'origine de crises et de guerres et de la montée des forces fascistes et réactionnaires. Pour les droits des travailleurs et des peuples, pour l'émancipation nationale et sociale ; pour le socialisme ».




**85 délégués venant de 53 partis ont assisté à la 16 ème Rencontre des Partis communistes et ouvriers, à Guayaquil, en Equateur**

La rencontre, à laquelle ont assisté 53 partis venant de 44 pays et qui a reçu les messages de salutation d'autres partis qui pour diverses raisons n'ont pu venir, a rassemblé 85 délégués.

Ont été analysés les effets dévastateurs de l'exploitation capitaliste et impérialiste exacerbée qui se traduisent aujourd'hui par une recrudescence des conflits régionaux, dans le danger réel d'un nouvel affrontement mondial et par la résurgence de courants fascistes et néo-fascistes, par lesquels les oligarchies et les puissances impérialistes tentent de faire durer cet ordre mondial injuste. Les participants ont aussi discuté de la riposte que pouvaient apporter les peuples et du rôle dirigeant que peuvent avoir les partis communistes et ouvriers à ce stade.

La Rencontre a dressé le constat du processus néo-libéral que l'on cherche à imposer aux peuples. Insoutenables, ses contradictions s'aggravent par la crise écologique et alimentaire, ce qui produit des transformations profondes et complexes dans le monde d'aujourd'hui, avec l'ascension de nouveaux acteurs sur la scène internationale, révélant la perte d'influence des centres traditionnels de pouvoir.

L'agressivité impérialiste se manifeste avec toujours plus de vigueur, via les guerres conventionnelles ou non, dans différentes parties du globe. L'impérialisme cible de nouvelles régions géopolitiques qui lui garantiraient un plus grand contrôle sur les ressources naturelles du dit Tiers-monde et sur les routes du commerce international. Nous sommes ainsi les témoins d'une offensive visant à empêcher que ne se consolident les tendances à la multi-polarité.

La réunion a pris note que les États-Unis, pour rétablir leur hégémonie uni-polaire, ont un recours toujours accru à la force militaire, articulée à des instruments médiatiques, politiques, idéologiques, culturels et économiques qui provoquent des conflits. L'issue de la situation dépendra entre autres, de la capacité des forces communistes, démocratiques, progressistes et révolutionnaires dans le monde à participer résolument à la lutte politico-idéologique en faveur de transformations sociales et d'un nouvel ordre international.

Il a été dénoncé le fait que, dans cette nouvelle

*Suite à la page (18)*